



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 34 du 17 septembre 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 18 septembre 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	572
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	572
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	572
Bureau des réglementations	572
Extrait de l'arrêté du 8 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson	572
Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Briey	572
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Moncel-lès-Lunéville	572
Extrait de l'arrêté du 8 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Moncel-lès-Lunéville	572
Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Cosnes-et-Romain	572
Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Cosnes-et-Romain	573
Extrait de l'arrêté du 8 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Labry	573
Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Herserange	573
Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Jarville La Malgrange	573
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson	574
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Fléville-devant-Nancy	574
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Villers-lès-Nancy	574
Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Champigneulle	574
Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Heillecourt	574
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy	575
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy	575
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy	575
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	575
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Neuves-Maisons	575
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	576
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint-Nicolas-de-Port	576
Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Briey	576
Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Briey	576
Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	576
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint-Max	576
Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint-Max	576
Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	577
Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	577
Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	577
Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Pont-à-Mousson	577
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	577
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	577
Extrait de l'arrêté du 5 septembre 2008 refusant la création d'une zone de développement de l'éolien sur le territoire des communes de Haraucourt et Drouville	577
Extrait de l'arrêté du 16 septembre 2008 portant modification de l'arrêté autorisant GRTgaz à procéder à la construction et à l'exploitation de l'extension de la station de compression de gaz de Laneuvelotte	578
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	578
Arrêté n° 08.BMSSE.65 du 15 septembre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle	578
Arrêté de délégation de signature n° OSD 0808 du 15 septembre 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle	578
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	579
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire	579
Arrêté du 4 septembre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de Blénod-les-Pont-à-Mousson	579
Arrêté du 4 septembre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune d'Écrouves	579
Arrêté du 4 septembre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Longuyon	579
Arrêté du 4 septembre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Villerupt	579
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	579
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	579
Extrait de la délibération n° 60/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 8 juillet 2008	579
Extrait de la délibération n° 61/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 8 juillet 2008	579
Service actions et établissements de santé	579
Extrait de l'arrêté n° 27 du 13 juin 2008 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier universitaire de Nancy	579
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	580
Extrait de l'arrêté interministériel du 26 mai 2008 pris pour l'application des articles 53, 54, 55, 73 et 104 IV de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	580
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	580
Division d'exploitation de Metz	580
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-064 en date du 11 septembre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfections des joints de chaussées sur A33/A330 (PR 10+600)	580
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	581
Service actions et établissements de santé	581
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 0474/08 du 29 août 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeur et directeurs adjoints agréée sous le n° 3 - « SELARL SAINT-MANSUY » 10 rue Albert 1 ^{er} 54200 Toul - Laboratoire autorisé sous le n° 54-63	581
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 0921/08 du 29 août 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société civile professionnelle de directeurs de laboratoires d'analyses de biologie médicale - « SCP des Docteurs BAILLET, GERMAIN et TEBoul et annexionnement BRIGNON » - agréée sous le n° 6	581
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 0928/08 du 29 août 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale - « LABORATOIRE AUBERT H. » - agréée sous le n° 14 - Autorisation N° 54-50 - Autorisation N° 54-65 - Autorisation N° 54-85	582
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 0969/08 du 4 septembre 2008 modifiant l'agrément n° 165 de l'entreprise de transports sanitaires SARL « LOU HANA AMBULANCES », 387 avenue Pinchard - Centre commercial les Tamaris - 54100 Nancy	582
Service santé-environnement	582
Extrait de l'arrêté du 22 août 2008 modifiant le contrôle sanitaire de l'eau destinée à la consommation humaine produite et distribuée par le syndicat intercommunal des eaux du Toulou Sud	582
Service solidarité autonomie	582

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 693 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carnes » à Longwy.....	582
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 856 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont.....	583
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 857 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hotelia » à Laxou.....	583
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 858 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence d'automne » à Laxou.....	583
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 859 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy.....	584
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 860 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy.....	584
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 862 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hôtel Club » de Saint-Max.....	584
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 873 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Saint Charles » de Bayon.....	585
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 874 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Poincaré » de Bouxières-aux-Dames.....	585
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 875 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Grands Jardins » de Colombey-les-Belles.....	585
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 876 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Saint Charles » de Dombasle-sur-Meurthe.....	586
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 877 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome « La Fontaine de Lincourt » de Einville-au-Jard.....	586
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 878 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Saint Joseph » d'Essey-lès-Nancy.....	586
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 879 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Gerbéviller.....	587
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 880 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Beau Site » de Haroué.....	587
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 881 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Lilas » de Jarny.....	587
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 882 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome « Le Haut du Bois » de Jarville-La-Malgrange.....	588
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 883 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Bruyères » de Joudreville.....	588
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 884 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome « J. F. Fidry » de Labry.....	588
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 885 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « L'Oseraie » de Laxou.....	589
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 886 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome « La Roseraie » de Longuyon.....	589
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 887 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de « Saint Louis » de Longwy.....	589
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 888 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Sainte Thérèse » de Ludres.....	589
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 889 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome « Saint Dominique » de Mars-la-Tour.....	590
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 890 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Notre Dame du Bon Repos » de Maxéville.....	590
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 891 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Ma Maison » de Nancy.....	590
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 892 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Simon Bénichou » de Nancy.....	591
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 893 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Saint Joseph » de Nancy.....	591
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 894 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Saint Rémy » de Nancy.....	591
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 895 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Saint Sauveur » de Nancy.....	592
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 896 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome « Notre Maison » de Nancy.....	592
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 897 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Iris » de Onville.....	592
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 898 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome « Saint François d'Assise » de Pont-à-Mousson.....	593
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 899 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Sablons » de Pulnoy.....	593
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 900 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Centre Brancion » de Royameix.....	593
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 901 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Compassion » de Saint-Firmin.....	594
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 902 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome Résidence « Le Clos Pré » de Saint-Max.....	594
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 903 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome « Sainte Sophie » de Thiaucourt.....	594
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 904 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Sainte Famille » de Vandoeuvre-lès-Nancy.....	595
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 905 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome « Saint Charles » de Vézelize.....	595
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 906 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Verrière » de Villers-lès-Nancy.....	595
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	596
Service association foncière.....	596
Extrait de l'arrêté 2008/AF/207 du 22 juillet 2008 portant dissolution de l'association foncière de Dommartin-lès-Toul.....	596
Extrait de l'arrêté 2008/AF/229 du 22 juillet 2008 portant institution d'une association foncière dans la commune de Lay-Saint-Christophe prescrivant à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle et au conseil municipal de la commune de Lay-Saint-Christophe de désigner les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de remembrement, membres du bureau.....	596
Extrait de l'arrêté 2008/AF/230 du 21 juillet 2008 portant institution d'une association foncière dans la commune de Barisey-la-Côte prescrivant à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle et au conseil municipal de la commune de Barisey-la-Côte de désigner les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de remembrement, membres du bureau.....	596

Extrait de l'arrêté 2008/AF/231 du 21 juillet 2008 portant institution d'une association foncière dans la commune de Vannes-le-Chatel prescrivant à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle et au conseil municipal de la commune de Vannes-le-Chatel de désigner les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de remembrement, membres du bureau	596
Service ingénierie - eau	597
Extrait de l'arrêté du 26 août 2008 autorisant le système d'assainissement de la commune de Lexy au titre des articles L.214-1 à L.214-4 du code de l'environnement	597
SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES	600
Extrait de l'arrêté 2008/DDAF/ITEPSA/272 du 25 août 2008 portant renouvellement des membres de la commission consultative départementale chargée d'examiner les demandes d'assujettissement au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles des entrepreneurs de travaux forestiers	600
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	600
Service santé et protection animales	600
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.093 du 2 septembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Suzanna BESSON, vétérinaire à Chanteheux	600
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.094 du 2 septembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Amélie CHAPUS, vétérinaire à Euville	600
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.096 du 11 septembre 2008 portant désignation des personnes chargées de négocier annuellement les conventions départementales fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat	600
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.103 du 15 septembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Adèle DIZIEN, vétérinaire à Vézelize	601
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.104 du 15 septembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Pierre GERBI, vétérinaire à Vézelize	601
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	601
Extrait de l'arrêté n° N/23-05-08/F/054/S/023 du 23 mai 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Nancy (EURL Axéo services Nancy)	601
Extrait de l'arrêté n° N/17-06-08/F/054/S/024 du 17 juin 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Clémery (SARL Thouvenin S.A.P.)	601
Extrait de l'arrêté n° R/17-06-08/F/054/Q/025 du 17 juin 2008 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Nancy (EURL Organisme Lorrain de Services à la Personne (OLSP))	601
Extrait de l'arrêté n° N/18-06-08/F/054/S/026 du 18 juin 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Ludres (Entreprise individuelle PC Steph S.A.P.)	602
Extrait de l'arrêté n° N/27-06-08/F/054/Q/027 du 27 juin 2008 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Nancy (SARL Vivre à Dom)	602
Extrait de l'arrêté n° N/27-06-08/F/054/S/028 du 27 juin 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Maidières (Entreprise individuelle Inforadom54)	602
Extrait de l'arrêté n° N/30-06-08/F/054/S/029 du 30 juin 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Clayeures (Entreprise individuelle SOS PC 54)	602
Extrait de l'arrêté n° N/17-07-08/F/054/S/030 du 17 juillet 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Nancy (SAS Home Alliance)	602
Extrait de la décision du 1 ^{er} septembre 2008 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail	603
Extrait de la décision du 1 ^{er} septembre 2008 concernant l'affectation des contrôleurs du travail	603
Extrait de la décision du 1 ^{er} septembre 2008 relative à l'organisation de l'inspection du travail dans le département de Meurthe-et-Moselle	603
Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 1 ^{er} septembre 2008 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité	603
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX	604
Extrait de l'arrêté du 9 septembre 2008 relatif à la centralisation de la formalité de l'enregistrement et de certaines déclarations	604
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	604
Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Carole COLIN, agent d'administration	604
Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Xavier DAVAL, agent d'administration	604
Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Sylvie KREMER, contrôleur du trésor	604
Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Francine HARROUE, agent d'administration	604
Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Martine DUVAL, contrôleur du trésor	605
Trésorerie de Maxéville – En date du 5 septembre 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mlle Marie-Catherine GUYOT, contrôleur principal du trésor public	605
Délégation générale de signature du 11 septembre 2008	605
AUTRES SERVICES	607
TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY	607
Ordonnance du 1 ^{er} juillet 2008 relative au désistement de la requête présentée par le GIP « Bien vieillir en pays de Colombey et du Sud Toulinois » à Colombey-les-Belles contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 2 février 2007 fixant la tarification applicable à la maison de retraite « Les Grands Jardins » à Colombey-les-Belles	607
AVIS ET COMMUNICATIONS	607
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	607
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	607
Service aménagement, risques et urbanisme	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3203 du 11 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Fillières	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6478 du 3 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Onville	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6554 du 3 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Landres et de Piennes	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6799 du 16 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lexy	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 10370 du 16 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 10529 du 16 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12947 du 11 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Maxéville	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15611 du 3 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Liverdun	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20160 du 3 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Mont-Saint-Martin	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20665 du 11 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Atton	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20810 du 16 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy	607
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 23081 du 16 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy	608
AUTRES SERVICES	608
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	608

Extrait de la décision du 6 août 2008 concernant un acte réglementaire relatif à la suppression de la déclaration de ressources pour les prestations familiales	608
Extrait de la décision 08-12 du 7 août 2008 concernant un traitement de données à caractère personnel relatif à la transmission entre MSA et DDAF de données relatives à la régularité sociale des cotisants	608
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	608
Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres externe du 3 septembre 2008 pour le recrutement d'un cadre de santé.....	608
Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres interne du 3 septembre 2008 pour le recrutement de deux cadres de santé.....	608
Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres du 15 septembre 2008 pour le recrutement d'un analyste-programmeur.....	609

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES**CABINET DU PREFET****Bureau des affaires politiques**

Circulaire du 3 septembre 2008 relative à la médaille de la famille - promotion fête des mères 2009

Circulaire du 12 septembre 2008 relative à la journée nationale d'hommage aux harkis et aux membres des formations supplétives

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**Bureau de la citoyenneté**

Circulaire du 25 août 2008 relative aux élections aux conseils de prud'hommes du 3 décembre 2008

Circulaire du 4 septembre 2008 relative à l'arrêté instituant les bureaux de vote dans les communes pour l'année 2008/2009

Circulaire du 10 septembre 2008 relative au réapprovisionnement en cartes électorales

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement**

Circulaire du 12 août 2008 relative à la semaine européenne de la mobilité



ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau des réglementations****Extrait de l'arrêté du 8 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SARL BARDON, représentée par M. Laurent BARDON, gérant, est autorisée à installer à la bijouterie-horlogerie BARDON – 9, 11, rue Maréchal Joffre – 54700 PONT A MOUSSON 4 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0071

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Laurent BARDON, gérant.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Laurent BARDON, gérant,

- M. le maire de PONT A MOUSSON,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 8 août 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La mairie de BRIEY, représentée par M. Guy VATTIER, maire, est autorisée à installer rue de Lombardie (surveillance de la placette du Préau, de la Grande Rue, ancien cinéma) un système de vidéosurveillance de 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0067

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Guy VATTIER, maire, M. Eddie RESTELLI, directeur général des services, M. Frédéric GALLAND, adjoint au directeur général des services et Mme Adeline DOUCIN, agent administratif.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 9 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Guy VATTIER, maire de BRIEY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 21 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Moncel-lès-Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SA BUFFALO GRILL, représentée par M. Erich HARASYMCZUK, président du directoire, est autorisée à installer dans son restaurant situé lotissement « la Grande Corvée » - 54300 MONCEL LES LUNEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras dont une caméra intérieure fixe et quatre caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0089

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

M. Hervé CHAPUIS, responsable service informatique BG SA,

M. Arnaud MATHIEU, responsable du site de Moncel les Lunéville.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Pierre FREMY, président du directoire,

- M. le maire de MONCEL LES LUNEVILLE,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 8 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Moncel-lès-Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : CORA Moncel les Lunéville, représenté par M. Stéphane LINTZENTRITT, directeur, est autorisé à installer CD 31 – 54300 MONCEL LES LUNEVILLE 14 caméras dont 10 caméras intérieures mobiles et 4 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0058

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La liste des personnes chargées du droit d'accès aux images est annexée au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Stéphane LINTZENTRITT, directeur,

- M. le maire de MONCEL LES LUNEVILLE,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 8 août 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Cosnes-et-Romain

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La mairie de COSNES ET ROMAIN, représenté par M. André FERRARI, maire, est autorisée à installer au city stade – enceinte scolaire de l'école primaire Jean de la Fontaine – 13, rue d'Anjou – 54400 COSNES ET ROMAIN un système de vidéosurveillance 4 caméras extérieures fixes (selon les engagements) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0050

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. André FERRARI, maire et M. Bernard FRANCONNET, adjoint.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 5 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. André FERRARI, maire de COSNES ET ROMAIN,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Cosnes-et-Romain

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La mairie de COSNES ET ROMAIN, représenté par M. André FERRARI, maire, est autorisée à installer au carrefour rue du Dauphiné et place du 8 mai 1945 un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras dont 1 caméra extérieure fixe et 1 caméra extérieure mobile (selon les engagements) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0049

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. André FERRARI, maire et M. Bernard FRANCONNET, adjoint.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 5 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. André FERRARI, maire de COSNES ET ROMAIN,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 8 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Labry

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SARL GCA/GUHEL-LANEAU Christophe, représentée par M. Christophe GUHEL-LANEAU, gérant, est autorisée à installer 15, rue des Frères Morel – 54800 LABRY 2 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0074

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Christophe GUHEL-LANEAU, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 2 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christophe GUHEL-LANEAU, gérant,

- M. le maire de LABRY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 8 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Herserange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La mairie de HERSERANGE, représenté par M. Gérard DIDELOT, maire, est autorisée à installer à l'Hôtel de Ville 2 caméras extérieures fixes et 2 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0060

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Gérard DIDELOT, maire et M. Serge BENTLI, directeur général des services et Mme Céline MICHEL, responsable administratif.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Gérard DIDELOT, maire de HERSERANGE,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Jarville La Malgrange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'Institut des Sourds de la Malgrange, représenté par M. Rémy WELSCHINGER, directeur général, est autorisé à installer à l'Institut des Sourds de la Malgrange – 2, rue Joseph Piroux à JARVILLE un système de vidéosurveillance de 8 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0083

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Rémy WELSCHINGER, directeur général, M. Yvon ROLLAND, responsable financier, M. Frédéric SAHUOUET, comptable et M. Ahmed BAYAD, économiste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Rémy WELSCHINGER, directeur général,

- M. le maire de JARVILLE LA MALGRANGE,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société MARCHE PLUS – GIVETOISE SARL, représentée par M. Jean-Louis DUPUIS, gérant, est autorisée à installer 60, place Duroc – 54700 PONT A MOUSSON 10 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0075

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Jean-Louis DUPUIS, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 4 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Louis DUPUIS, gérant,

- M. le maire de PONT A MOUSSON,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Fléville-devant-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SCI CMD, représentée par M. Jean-Philippe MATHIEU, président, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance aux Transports MATHIEU – 70, rue Louis Braille – 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY de 3 caméras comportant 2 caméras extérieures fixes et 1 caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0087

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Jean-Philippe MATHIEU, président.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Philippe MATHIEU, président,

- M. le maire de FLEVILLE DEVANT NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La Société Optique Montet-Octroi (SOMOC), représentée par M. Rémy POTIER, gérant, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance centre commercial Plein Centre – 168, avenue du Général Leclerc - 54600

VILLERS LES NANCY, comportant une caméra intérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0084

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Rémy POTIER, gérant,

- Mme Catherine POTIER, responsable magasin,

- Mme Nathalie ADAM, opticienne.

Il n'y a pas de conservation des images.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 5 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 6 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Rémy POTIER, gérant,

- M. le maire de VILLERS LES NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Champigneulle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La mairie de CHAMPIGNEULLES, représenté par M. Claude HARTMANN, maire, est autorisée à installer au Parc du Château – Rue Philippe Martin à CHAMPIGNEULLES un système de vidéosurveillance de 4 caméras extérieures mobiles en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0072

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Claude HARTMANN, maire, Mme Agnès VIBERT, directrice générale des services, M. Thierry FONTAINE, chef de police municipale, M. Régis BIBLER, responsable informatique et M. Bruno LEHMANN, responsable service bâtiment.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de CHAMPIGNEULLES,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Heillecourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SCI ISOKLOM, représentée par M. KLOPFENSTEIN, gérant, est autorisée à installer dans l'établissement Automobiles PEUGEOT – Direction régionale et centre de formation – 3, rue du Côteau – ZAC Ouest – 54180 HEILLECOURT un système de vidéosurveillance de 4 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0064

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 28 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. André KLOPFENSTEIN, gérant de la SCI ISOKLO,

- M. le maire de HEILLECOURT,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SELARL Pharmacie BIBLOT, représentée par M. Jean-Michel BIBLOT, gérant, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 2 rue de Norvège - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY, de 4 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0085

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est :

- M. Jean-Michel BIBLOT, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Michel BIBLOT, gérant,

- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société POMONA Terre Azur, représentée par Mme Annie KABS, directrice, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans son établissement situé au Marché de Gros - Rue Jean Mermoz - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY. Ce système comprendra onze caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0086

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Mme Annie KABS, directrice,

- M. Nicolas DEHAIS, responsable administratif, financier,

- M. Laurent THIEBLIN, responsable logistique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Annie KABS, directrice,

- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société TRESOR-JEAN DELATOUR, représentée par M. Jean-Pierre FRETET, président du directoire, est autorisée à installer dans son établissement situé 14 rue Robertval 54500 VANDOEUVRE LES NANCY, un système de vidéosurveillance comportant neuf caméras dont huit caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0088

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Jean-Pierre FRETET, président du directoire,

- Mme Bénédicte MEYER, responsable magasin,

- M. Philippe DI PAOLA, responsable exploitation du service informatique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Pierre FREMY, président du directoire,

- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 27 mai 1997 numéro 54.97.0083 est modifié comme suit :

La Banque Populaire de Lorraine Champagne, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 1, boulevard du Recteur Senn - 54000 NANCY comportant 6 caméras dont 5 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque Populaire de Lorraine

- M. le maire de Nancy,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 27 mai 1997 numéro 54.97.0096 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La Banque populaire Lorraine Champagne, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 17 rue du Capitaine Caillon - 54230 NEUVES MAISONS,

de 3 caméras comportant 2 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque Populaire de Lorraine,
- M. le maire de NEUVES MAISONS,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 27 mai 1997 numéro 54.97.0084 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La Banque Populaire Lorraine Champagne, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 1 boulevard du Recteur Senn - 54000 Nancy, de 4 caméras comportant 3 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque Populaire de Lorraine,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 27 mai 1997 numéro 54.97.0098 est modifié comme suit :
La Banque Populaire Lorraine Champagne, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 2, rue Charles Courtois - 54210 SAINT NICOLAS DE PORT de 4 caméras comportant 3 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque Populaire de Lorraine,
- M. le maire de SAINT NICOLAS DE PORT,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 17 décembre 2003 n° 54.03.0078 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La mairie de BRIEY, représentée par M. Guy VATTIER, maire, est autorisée à installer à la mairie sur la façade arrière (parking sous-préfecture) un système de vidéosurveillance de 1 caméra extérieure mobile (dôme couleur motorisé) en conformité avec le plan produit.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Guy VATTIER, maire, M. Eddie RESTELLI, directeur général des services, M. Frédéric GALLAND, adjoint au directeur général des services, M. Adeline DOUCIN, agent administratif.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Guy VATTIER, maire de BRIEY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 28 juillet 2004 n° 54.04.0050 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La mairie de BRIEY, représentée par M. Guy VATTIER, maire, est autorisée à installer la direction générale des services - Rue du Temple (sur le candélabre) à BRIEY un système de vidéosurveillance de 2 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Guy VATTIER, maire, M. Eddie RESTELLI, directeur général des services, M. Frédéric GALLAND, adjoint au directeur général des services, M. Adeline DOUCIN, agent administratif.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Guy VATTIER, maire de BRIEY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 20 juin 1997 n° 54.97.0313 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : L'institut universitaire de technologie Nancy-Charlemagne, représenté par M. Hervé COILLAND, président, est autorisé à installer à l'IUT Nancy-Charlemagne un système de vidéosurveillance de 7 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Hervé COILLAND, directeur, Mme RUSET-CORRIOU, responsable administrative et M. Philippe DECLERQ.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Hervé COILLAND, directeur de l'IUT Nancy-Charlemagne
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 13 octobre 1998 n° 54.98.0049 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La direction de l'enseigne LA POSTE de Lorraine Sud est autorisée à installer pour son établissement de SAINT MAX - 54130, situé 107, avenue Carnot un système de vidéosurveillance de 6 caméras comportant 5 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'établissement de Saint Max,
- M. le maire de SAINT MAX,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 24 mai 2007 numéro 54.07.0048 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La SNC CANDAT MOSTOWSKI, représentée par M. Philippe CANDAT et Melle Cécile MOSTOWSKI, gérants, est autorisée à installer au Loto-tabac-brasserie-salon de thé pressé à l'enseigne « Aux Portes de Saint

Max » 18-20, place Gérard Barrois – 54130 SAINT MAX un système de vidéosurveillance de 4 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Philippe CANDAT et Melle Cécile MOSTOWSKI.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Philippe CANDAT, gérant de la SNC CANDAT MOSTOWSKI,
- Melle Cécile MOSTOWSKI, gérante de la SNC CANDAT MOSTOWSKI,
- M. le maire de SAINT MAX,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 13 février 2004 n° 54.04.0009 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La communauté urbaine du Grand Nancy, représentée par M. André ROSSINOT, président, est autorisée à installer au parking Croix de Bourgogne – 22, viaduc Kennedy – 54000 NANCY un système de vidéosurveillance de 4 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. André ROSSINOT, président de la communauté urbaine du Grand Nancy,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 21 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 18 septembre 1997 n° 54.97.0362 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La communauté urbaine du Grand Nancy, représentée par M. André ROSSINOT, président, est autorisée à installer au parking THIERS-gare – 2, place Thiers – 54000 NANCY un système de vidéosurveillance de 23 caméras comportant 20 caméras intérieures fixes et 3 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont répertoriées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. André ROSSINOT, président de la communauté urbaine du Grand Nancy,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 juillet 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 21 août 2006 n° 54.97.0008 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : FRANCE PRINTEMPS, représenté par Mme Bettina DABLEMONT, directrice, est autorisé dans l'établissement PRINTEMPS NANCY – 2, avenue Foch – 54000 NANCY à l'installation d'un système de vidéosurveillance de 1 caméra intérieure fixe dans la salle des coffres ainsi que le remplacement des 2 caméras intérieures fixes du 1^{er} étage par deux dômes en conformité avec le plan produit.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Aurélie ROGER, responsable des opérations, Mme Bettina DABLEMONT, directrice, M. Mergim HALILI, M. Thierry BOUSNOUBRA, M. Hamed ESSLINI et Mme Catherine THIEBAUT, surveillants.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Bettina DABLEMONT, directrice de PRINTEMPS NANCY,
 - M. le maire de NANCY,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 17 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 14 août 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 14 janvier 2008 n° 54.07.0111 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La société ALDI MARCHE, représentée par M. Eric SAILLY, responsable vente, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance route de Briey – 54700 PONT A MOUSSON de 4 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Eric SAILLY, responsable vente
- M. le maire de PONT A MOUSSON,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 14 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter des notifications/décisions ci-dessus, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 5 septembre 2008 refusant la création d'une zone de développement de l'éolien sur le territoire des communes de Haraucourt et Drouville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le potentiel éolien et les possibilités de raccordement aux réseaux électriques compatibles avec le développement de l'énergie éolienne dans la zone ainsi définie ;

Considérant que le projet s'inscrit dans un secteur où les qualités paysagères et patrimoniales sont marquées ;

Considérant que les conséquences de ce projet seraient une dégradation du paysage vécu depuis la vallée du Sânon, un impact très fort sur la perception de la basilique de Saint-Nicolas-de-Port, qui entrerait en concurrence avec les éoliennes en tant que point d'appel visuel. Que de même depuis la butte de Léomont, la ZDE induit une dégradation de la qualité paysagère en en barrant le front visuel ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La demande de création de la Zone de Développement de l'Eolien proposée par les communes de HARAUCOURT et de DROUVILLE, dont le tracé est annexé au présent arrêté, est refusée.

Art. 2 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre de la Zone de Développement de l'Eolien et des communes limitrophes à celles dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre de la Zone de Développement de l'Eolien pendant un mois à compter de la date de sa réception, et prendra effet à compter de sa publication.

Ce sont les communes suivantes :

- communes limitrophes à la ZDE, soit : Serres, Courbesseaux, Gellenoncourt, Buissoncourt, Varangéville, Dombasle-sur-Meurthe, Sommerviller, Crévic et Maixe
- communes d'implantation, soit : Haraucourt et Drouville

Art. 3 : M. le secrétaire général, M. le directeur régional de l'industrie, de la

recherche et de l'environnement, M. le directeur régional de l'environnement, M. le directeur départemental de l'équipement et MM les maires des communes de Haraucourt et Drouville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, et qui pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa publication.
Nancy, le 5 septembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

La carte peut-être consultée à la préfecture – DDDPI – Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Extrait de l'arrêté du 16 septembre 2008 portant modification de l'arrêté autorisant GRTgaz à procéder à la construction et à l'exploitation de l'extension de la station de compression de gaz de Laneuvelotte

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTÉ

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2007 autorisant GRTgaz à procéder à la construction et à l'exploitation de l'extension de la station de compression de gaz de Laneuvelotte est ainsi modifié :

L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

1° Canalisations :

DESIGNATION DES OUVRAGES	LONGUEUR approximative (kilomètres)	PRESSION maximale de service (bar)	DIAMETRE (mm)	OBSERVATIONS
Canalisation	800 m 70 m 650 m	67.7 67.7 67.7	1 200 900 750	

2° Ouvrages de traitement, de compression :

DESIGNATION DES OUVRAGES	Commune	Performance nominale
Station de compression	LANEUVELOTTÉ (54)	2 x 12 MW

3° Postes de livraison et/ou postes de détente :

Sans objet.

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Art. 3 : L'arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy : par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ; par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 4 : MM. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à MM. le directeur départemental de l'équipement, le maire de Laneuvelotte et le directeur de GRTgaz.

Nancy, le 16 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté n° 08.BMSSE.65 du 15 septembre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

Vu l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu l'arrêté ministériel n° 849 du 4 août 2008 nommant M. Lionel RAZUREL, commissaire divisionnaire, directeur départemental de la sécurité publique dans le département de Meurthe-et-Moselle, chef de district et commissaire central à Nancy à compter du 10 septembre 2008 ;

Vu le protocole de complémentarité entre la direction régionale des douanes et droits indirects, la direction départementale de la sécurité publique, la direction départementale de la police aux frontières, le groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle et la CRS Lorraine Alsace relatif à la reconduite des étrangers en situation irrégulière en date du 1^{er} mars 2005.

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTÉ

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues L.531-1 de l'ordonnance N° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Art. 2 : Délégation de signature est donnée à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, pour prononcer les sanctions de l'avertissement et du blâme à l'encontre des fonctionnaires appartenant au corps de maîtrise et d'application de la sécurité publique, ainsi que des personnels administratifs de catégorie C.

Art. 3 : M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

7°) aux maires.

Art. 5 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.33 du 6 mai 2008, accordant délégation de signature à Monsieur PONSARD-CHAREYRE, est abrogé.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 septembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté de délégation de signature n° OSD 0808 du 15 septembre 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2008 nommant Monsieur Lionel RAZUREL en qualité de directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à compter du 10 septembre 2008 ;

Vu le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est accordée à Monsieur Lionel RAZUREL à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 133 000 € HT pour les fournitures et services et 206 000 € HT pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 24 septembre 2007. La signature de ces marchés devra être accompagnée d'un engagement comptable d'autorisation d'engagement.

Les seuils de 133 000 et 206 000 € HT sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices, les marchés formalisés quel que soit leur montant ainsi que les marchés portant sur des fournitures ou prestations mutualisées.

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Lionel RAZUREL à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

Art. 3 : Monsieur Lionel RAZUREL peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Art. 4 : Délégation est également accordée à Monsieur Lionel RAZUREL à l'effet de signer au nom de l'ordonnateur les documents liquidatifs des dépenses relatives aux frais d'enquête et de surveillance ainsi qu'aux frais de déplacements du service départemental du renseignement intérieur payés sur la régie d'avances ouverte au sein de la direction départementale de la sécurité publique.

Art. 5 : L'arrêté préfectoral OSP 0709 du 20 août 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique et le Trésorier-Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet,
Hugues PARANT

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Arrêté du 4 septembre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Blénod-les-Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 29 octobre 2004 est abrogé.

Art. 2 : M. David DERENDINGER, gardien de police municipal de la commune de Blénod-les-Pont-à-Mousson, est nommé en qualité de régisseur suppléant, auprès du régisseur titulaire, pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Blénod-les-Pont-à-Mousson et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé par le maire de la commune et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté du 4 septembre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de la commune d'Écrouves

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 susvisé est modifié comme suit :

- M. Romain DOUDOT, gardien de la police municipale d'Écrouves, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route, en remplacement de M. Michel NAUDIN.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire d'Écrouves et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé par le maire de la commune et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté du 4 septembre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de la commune de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Mlle Fabienne PROVOST, garde champêtre stagiaire de la commune de Longuyon, est nommée en qualité de régisseur suppléant pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route, auprès de M. Philippe JULIEN, régisseur titulaire.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Longuyon et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé par le maire de la commune et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté du 4 septembre 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de la commune de Villerupt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral en date du 24 avril 2006 est abrogé.

Art. 2 : M. Nicolas MERTEN, adjoint au développement culturel et socio-éducatif de la commune de Villerupt, est nommé en qualité de régisseur suppléant pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route, en remplacement de Mlle Leila DAHMANI.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Villerupt et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé par le maire de la commune et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine**

Extrait de la délibération n° 60/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 8 juillet 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Vu les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la polyclinique Gentilly et Saint-Don à Nancy

DECIDE

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer l'avenant au contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, portant attribution pour l'année 2008 de subvention M.I.G.A.C..

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine.

Nancy, le 8 juillet 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 61/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 8 juillet 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Vu les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la clinique du Parc à Bar-le-Duc

DECIDE

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer l'avenant au contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, portant attribution pour l'année 2008 de subvention M.I.G.A.C..

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine.

Nancy, le 8 juillet 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 27 du 13 juin 2008 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier universitaire de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixée comme suit :

1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant douze membres :

a) Le Maire de la Commune, Président de droit :

- Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la Ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014).

b) Quatre représentants de la Commune :

- Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Conseiller Municipal de la Ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014),

- Madame Valérie LEVY-JURIN, Adjointe au Maire de la Ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014),

- Madame Dominique HERMAN, Conseillère Municipale de la Ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014),

- Madame Elisabeth LAITHIER, Conseillère Municipale de la Ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014).
- c) Trois représentants de trois autres Communes de la Région :
 - Madame Lydie LE PLOUFF, Conseillère Municipale de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal de la Ville de Laxou (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Stéphane HABLOT, Maire de la Ville de Vandœuvre-lès-Nancy (fin du mandat en mars 2014).
- d) Deux représentants du département dans lequel est située la commune :
 - Madame Nicole CREUSOT, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Mathieu KLEIN, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011).
- e) Deux représentants de la Région dans laquelle est située la commune :
 - Monsieur René MANGIN, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mars 2010),
 - Monsieur Patrick HATZIG, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Un collège des personnels comportant douze membres :
 - a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Président, Chef du Service de Dermatologie-Hôpitaux Maringer/Villemin-Fournier (fin du mandat en mars 2011).
 - b) Cinq autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Jean-Luc ANDRE, Service de Médecine Infantile à l'Hôpital d'Enfants (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame Isabelle MAY, Responsable du Pôle Pharmacie-Hôpital d'Enfants (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Responsable du Pôle Enfant-Hôpital d'Enfants (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, Service de Médecine Nucléaire-Hôpital Central (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKI épouse GEPPERT, Service de Psychologie Médicale-Hôpital Jeanne d'Arc (fin du mandat en mars 2011).
 - c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Annie CHERY, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en octobre 2010).
 - d) Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Monsieur Jean-Marc VUILLAUME, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Alex GORGE, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Jean-Marie CROVISIER, représentant le Syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Michel MEYER, représentant le Syndicat UNSA (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur le Docteur Yves KESSLER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en mars 2010),
 - Monsieur Hubert PIERRE, Infirmier Libéral (fin du mandat en mai 2009),
 - Madame Sylvie SCHLITTER-BALLEE, Médecin Libéral (fin du mandat en juin 2011).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Nathalie TRABUCCO, représentant l'Association des Paralysés de France (fin du mandat en juillet 2010),
 - Monsieur Jean-Paul LACRESSE, Administrateur, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2010),
 - Madame le Docteur Huguette BOISSONNAT-PELSY, représentant l'Association "Mouvement ATD Quart-Monde" (fin du mandat avril 2011).
- 4) Le Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche Médicale :
 - Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy (fin du mandat en mars 2013).
- 5) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :
 - Représentant des familles en attente de désignation.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 26 du 28 Avril 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 juin 2008

Pour le directeur
de l'agence régionale de l'hospitalisation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales

Extrait de l'arrêté interministériel du 26 mai 2008 pris pour l'application des articles 53, 54, 55, 73 et 104 IV de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,
La ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative,

ARRETE

Art. 1^{er} : En raison des transferts de compétences à la Région LORRAINE dans le domaine de la solidarité prévus par les articles 53, 54, 55 et 73 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales et dans l'attente de la publication des décrets de transfert des services prévus au VII de l'article 104 de la loi précitée ;

Le président du conseil régional peut disposer, pour la préparation et l'exécution des délibérations de la région et pour l'exercice des pouvoirs et responsabilités dévolus dans le domaine susvisé, des services ou parties de services ci-dessous mentionnés qui sont, conformément à l'article 104 de la loi du 13 août 2004 précitée, mis à sa disposition et placés sous son autorité à compter de la date du présent arrêté.

A cet effet, en application des dispositions du III de l'article 104 de la loi du 13 août 2004 précitée, le président du conseil régional adresse directement aux chefs des services ou parties de services susvisés toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il leur confie. Il contrôle l'exécution de ces tâches

Art. 2 : Il est constaté que participe à l'exercice des compétences de l'Etat, transférées en application des dispositions de la loi du 13 août 2004 précitée, à la date du 31 décembre 2004, l'équivalent de 1.59 emploi équivalents temps plein, relevant de la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS) et des 4 Directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS).

Le total des agents de la DRASS concernés s'établit à 1 équivalent temps plein (0.50 équivalent temps plein d'agent de catégorie A, 0.50 équivalent temps plein d'agent de catégorie C) ainsi répartis :

- a) - au titre des formations sociales (article 53 de la loi) ;
 - au titre des bourses aux étudiants des formations sociales (Article 55 de la loi) :
 - 0.30 équivalent temps plein d'agent titulaire de catégorie A
 - 0.20 équivalent temps plein d'agent titulaire de catégorie C
- b) - au titre des formations paramédicales (article 73 de la loi) :
 - 0.20 équivalent temps plein d'agent titulaire de catégorie A
 - 0.30 équivalent temps plein d'agent titulaire de catégorie C

Par ailleurs, le total des agents des directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) mis à disposition pour exercer le versement des bourses aux étudiants des formations paramédicales (article 73 de la loi) s'établit à 0.59 emploi équivalent temps plein (0.59 équivalent temps plein d'agent de catégorie C) ainsi répartis :

- a) - pour la DDASS du département de MEURTHE ET MOSELLE :
 - 0.10 équivalent temps plein d'agent titulaire de catégorie C
- b) - pour la DDASS du département de la MEUSE :
 - 0.10 équivalent temps plein d'agent titulaire de catégorie C
- c) - pour la DDASS du département de la MOSELLE :
 - 0.30 équivalent temps plein d'agent titulaire de catégorie C
- d) - pour la DDASS du département des VOSGES :
 - 0.09 équivalent temps plein d'agent titulaire de catégorie C

Art. 3 : Le directeur de la modernisation et de l'action territoriale et le directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités Territoriales ; le directeur de l'administration générale, du personnel et du budget au ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité et au ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 26 mai 2008

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales
Pour la ministre et par délégation,
Le directeur général des collectivités locales,
Edward JOSSA

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité
La ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative
Pour les ministres et par délégation,
Le directeur de l'administration générale,
du personnel et du budget,
Etienne MARIE

Direction interdépartementale des routes – Est
Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-064 en date du 11 septembre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfections des joints de chaussées sur A33/A330 (PR 10+600)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Bretelle Nancy /Strasbourg A330 /A33 noeud autoroutier	
Points Repères PR.	A 33 au PR 10+600 sens Nancy/Remiremont	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Réfection joints de chaussée	
PERIODE GLOBALE	Du 22 au 26 septembre 2008 de nuit	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture Bretelle Nancy /Strasbourg	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-est-DE de Metz	MISE EN PLACE PAR : District de Nancy/CEI de Fléville

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	22 au 26 septembre 2008	Bretelle Nancy/Strasbourg	Réfection de joints de chaussée par voie	Fermeture Bretelle Nancy /Strasbourg
	de nuit 21h - 6h	OA A33-090 PR 10.600de l'A33		Les usagers sont invités à rester sur la section courante de l'A330 direction Epinal jusqu'à l'échangeur n° 5 de Ludres, à prendre la bretelle Nancy/Ludres, rue Pasteur, la bretelle Ludres/Nancy, la section courante de l'A330 direction Nancy et accès Bretelle Epinal/Strasbourg et A33 direction Strasbourg

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,

publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Ludres; diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de radio bleu (CISGT).

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle) et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Ludres et la CUGN de Nancy
- Une ampliation sera adressée pour information à :
- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société FREYSSINET

Moulins-lès-Metz, le 11 septembre 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 0474/08 du 29 août 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeur et directeurs adjoints agréée sous le n° 3 - « SELARL SAINT-MANSUY » 10 rue Albert 1^{er} 54200 Toul - Laboratoire autorisé sous le n° 54-63

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté du 3 janvier 1994 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de SELARL de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale « SELARL SAINT-MANSUY » agréée sous le n°3, est modifié comme suit :

Dénomination : SELARL SAINT-MANSUY.

Siège social : 10 rue Albert 1^{er}
54200 TOUL

Forme : Société d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL).

Gérant : Monsieur Jean AUBRY

Objet de la société : La société a pour objet l'exercice en commun de la profession de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale, l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Laboratoire exploité : Laboratoire d'analyses de biologie médicale Saint-Mansuy
Autorisation n° 54-63
10 rue Albert 1^{er}
54200 TOUL

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Jean AUBRY pour notification ;
- Monsieur Yves GERMAIN pour notification ;
- Madame Monique CAMUS pour notification ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Madame la Directrice des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de Toul pour affichage ;
- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 29 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 0921/08 du 29 août 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société civile professionnelle de directeurs de laboratoires d'analyses de biologie médicale - « SCP des Docteurs BAILLET, GERMAIN et TEBOUL et anciennement BRIGNON » - agréée sous le n° 6

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté modifié du 12 décembre 1983, autorisant l'exploitation par la Société Civile Professionnelle enregistrée sous le n°6, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 70, rue Stanislas à Nancy, agréé sous le n° 54-12, est modifié comme suit :

Dénomination : S.C.P. des Docteurs BAILLET, GERMAIN, TEBOUL et anciennement BRIGNON

Siège social : 70 rue Stanislas
54000 NANCY

Forme : Société civile professionnelle

Montant du capital social : 945 183 euros

Répartition du capital social :

- Docteur Christophe BAILLET, associé gérant : 2 480 parts
- Docteur Yves GERMAIN, associé gérant : 2 480 parts
- Docteur Michel TEBOUL, associé gérant : 1 240 parts

Laboratoire exploité : Laboratoire de biologie clinique
70 rue Stanislas
54000 NANCY

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur Christophe BAILLET,
- Monsieur Yves GERMAIN,
- Monsieur Michel TEBOUL,

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
 - Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
 - Monsieur le Maire de NANCY,
 - Monsieur le Président du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
 - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins,
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
 - Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
 - Monsieur le Directeur Départemental des Archives.
 Nancy, le 29 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 0928/08 du 29 août 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale - « LABORATOIRE AUBERT H. » - agréée sous le n° 14 - Autorisation N° 54-50 - Autorisation N° 54-65 - Autorisation N° 54-85

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté DDASS/AES N° 181/08 du 27 février 2008 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral à Forme Anonyme de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale AUBERT H. agréée sous le n° 14, est modifié comme suit :

Dénomination : SELAFA LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE AUBERT H.

Siège social : 66 bis avenue Carnot
 54130 SAINT-MAX

Forme : Société d'exercice libéral à forme anonyme (SELAFA)

Objet de la société : La société a pour objet l'exercice en commun de la profession de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale, l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Laboratoires exploités :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale
 66 bis avenue Carnot
 54130 SAINT-MAX Autorisation n° 54-50

Directeur : Monsieur Etienne GEORGES
 Directeur Adjoint : Monsieur Frédéric WEHBE

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale
 Place Gérard d'Alsace
 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY Autorisation n° 54-65
 Directeur : Madame Marie-Christine DEDERICHES

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale
 68 rue Saint-Barthélémy
 54280 CHAMPENOUX Autorisation n° 54-85
 Directeur : Monsieur Jean-Christophe FIORINA

Président : Madame Marie-Christine DEDERICHES

Directeur Général : Monsieur Etienne GEORGES

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- Madame Marie-Christine DEDERICHES ;

- Monsieur Etienne GEORGES ;

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Madame la Directrice des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;

- Monsieur le Maire Saint-Max ;

- Monsieur le Maire de Vandoeuvre-lès-Nancy ;

- Monsieur le Maire de Champenoux ;

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Médecins ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 29 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 0969/08 du 4 septembre 2008 modifiant l'agrément n° 165 de l'entreprise de transports sanitaires SARL « LOU HANA AMBULANCES », 387 avenue Pinchard - Centre commercial les Tamaris - 54100 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté n° 165 portant agrément d'une entreprise de transports sanitaires est modifié comme suit :

Dénomination sociale : LOU HANA AMBULANCES

Forme : société à responsabilité limitée

Capital : 10 000 €

Siège social : 387 avenue Pinchard

Centre commercial les Tamaris

54100 NANCY

Gérants : Monsieur PERRIN Stéphane

Monsieur ADRIAN Anthony

Art. 2 : Le présent arrêté sera notifié et publié au recueil des actes administratifs du département. Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Art. 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- aux titulaires de l'agrément,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 4 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur adjoint,

Jean-François LHUILLIER

Service santé-environnement

Extrait de l'arrêté du 22 août 2008 modifiant le contrôle sanitaire de l'eau destinée à la consommation humaine produite et distribuée par le syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les conditions de protection des captages d'eau et de fonctionnement des installations ainsi que les vérifications effectuées par le syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud sont insuffisantes ;

Considérant que la qualité bactériologique des eaux produites et distribuées par le syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud ne respecte pas, en permanence, les limites et références fixées par l'arrêté susvisé ;

Considérant de ce fait qu'il est nécessaire de renforcer le programme d'analyse des échantillons d'eau distribuée par le syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le programme d'analyse des échantillons de l'eau destinée à la consommation humaine et distribuée par le syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud, conformément à l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvement et d'analyses du contrôle sanitaire susvisé, est précisé à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2 : Le programme des analyses complémentaires est précisé à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3 : Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux au tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le président du syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud, le directeur du laboratoire agréé au titre du contrôle sanitaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 août 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,

Jérôme NORMAND

Les annexes 1 et 2 sont consultables à la DDASS – Service santé-environnement, 4 rue Bénit à Nancy.

Service solidarité autonomie

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 693 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carmes » à Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « La Roche aux Carmes » - 9 rue des Carmes – 54401 LONGWY CEDEX

N° FINESSE ET : 54 000 8232

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21 552,80	143 491,60
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	109 886,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 052,80	
	Déficit reporté	0,00	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	143 491,60	143 491,60
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY est fixée à 143 491,60 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 10,35 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY.

Nancy, le 19 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 856 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de Giraumont, avenue Sainte Barbe, 54780 GIRAUMONT
N° FINESS : 54 001 3661

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 062,82	268 270,21
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	249 154,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 052,80	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	246 093,91	268 270,21
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	22 176,30	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 22 176,30 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite de GIRAUMONT est fixée à 246 093,91 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,52 €

GIR 3 et 4 : 15,41 €

GIR 5 et 6 : 9,25 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GIRAUMONT.

Nancy, le 19 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 857 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hotelia » à Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite HOTELIA 8 rue de la Saône 54520 LAXOU
N° FINESS : 54 00 08216

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	27 748,57	961 438,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	778 392,11	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	21 183,71	
	Déficit reporté	134 114,60	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	961 438,99	961 438,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 134 114,60 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite HOTELIA de LAXOU est fixée à 961 438,99 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,21 €

GIR 3 et 4 : 21,45 €

GIR 5 et 6 : 15,69 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite HOTELIA de LAXOU.

Nancy, le 19 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 858 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence d'automne » à Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence d'automne » - 1 allée de la Saulx – 54520 LAXOU.

N° FINESS : 54 001 8686

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 331,57	471 112,11
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	440 189,96	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 590,58	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	464 649,12	471 112,11
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	6 462,99	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 6 462,99 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU est fixée à 464 649,12 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,12 €

GIR 3 et 4 : 15,90 €

GIR 5 et 6 : 10,67 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU.

Nancy, le 19 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 859 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Jardins du Charmois » de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Jardins du Charmois » - 1 rue du Charmois – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY.

N° FINESS : 54 000 3779

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 005,60	598 986,20
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	566 875,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	16 105,60	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	598 986,20	598 986,20
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « Les Jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 598 986,20 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,91 euros

GIR 3 et 4 : 18,14 euros

GIR 5 et 6 : 12,36 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 19 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 860 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Ophéliades » - 12 boulevard du 21^{ème} R.A. – 54000 NANCY.

N° FINESS : 54 001 3323

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20 962,96	767 815,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	692 168,67	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	47 796,55	
	Déficit reporté	6 886,82	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	767 815,00	767 815,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 6 886,82 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY est fixée à 767 815,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,61 euros

GIR 3 et 4 : 21,43 euros

GIR 5 et 6 : 15,25 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY.

Nancy, le 19 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 862 du 19 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hôtel Club » de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Hôtel club - 1 rue du maquis de Ranzey – 54130 SAINT-MAX.

N° FINESS : 54 000 6400

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 795,84	667 340,66
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	619 716,98	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 827,84	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	667 340,66	667 340,66
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX est fixée à 667 340,66 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,17 euros

GIR 3 et 4 : 19,12 euros

GIR 5 et 6 : 13,06 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX.

Nancy, le 19 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 873 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Bayon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 23 Grande Rue – 54290 BAYON

N° FINESS : 54 0003134

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	33 146,68	1 614 531,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 508 866,81	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	47 098,89	
	Déficit reporté	25 419,61	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 614 531,99	1 614 531,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 25 419,61 euros (déficit)

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON est fixée à 1 614 531,99 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 38,58 euros

GIR 3 et 4 : 28,23 euros

GIR 5 et 6 : 18,15 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 874 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Résidence Poincaré" – rue Poincaré – 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES

N° FINESS : 54 0004611

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 188,54	430 326,06
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	399 786,30	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 351,22	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	418 242,46	430 326,06
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	12 083,60	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 12 083,60 euros (excédent)

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES est fixée à 418 242,46 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 19,08 euros

GIR 3 et 4 : 14,41 euros

GIR 5 et 6 : 9,75 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES.

Nancy, le 28 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 875 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Grands Jardins" – 4 rue de la Gare – 54170 COLOMBEY-LES-BELLES

N° FINESS : 54 0012994

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 934,40	431 465,35
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	386 771,73	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 803,40	
	Déficit reporté	5 955,82	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	431 465,35	431 465,35
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Grand Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES à 431 465,35 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,52 euros

GIR 3 et 4 : 25,36 euros

GIR 5 et 6 : 18,20 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 876 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" – 30 rue Collot – 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE

N° FINESS : 54 0002219

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	19 116,86	634 145,17
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	592 138,32	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	16 457,20	
	Déficit reporté	6 432,79	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	634 145,17	634 145,17
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 6 432,79 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE à 634 145,17 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,39 euros

GIR 3 et 4 : 22,39 euros

GIR 5 et 6 : 16,39 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Nancy, le 28 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 877 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de Einville-au-Jard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" – 9 rue du Puits Gros Yeux – 54370 EINVILLE-AU-JARD

N° FINESS : 54 0013315

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 499,92	274 939,86
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	256 194,76	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 245,18	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	241 668,25	274 939,86
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	33 271,61	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 33 271,61 euros (excédent)

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD est fixée à 241 668,25 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,89 euros

GIR 3 et 4 : 19,93 euros

GIR 5 et 6 : 14,97 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 878 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" d'Essey-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" – 2 Rue de Dommarthemont – 54270 ESSEY-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0008703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	24 897,77	865 084,47
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	809 780,90	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 405,80	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	825 084,47	865 084,47
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	40 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Joseph" d'ESSEY-LES-NANCY est fixée à 825 084,47 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,02 euros

GIR 3 et 4 : 20,29 euros

GIR 5 et 6 : 13,56 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" d'ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 879 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Gerbéviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de Gerbéviller – 14 rue Maurice Barrès – 54830 GERBEVILLER

N° FINESS : 54 0002573

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20 836,11	934 532,38
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	875 086,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	38 609,68	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	934 532,38	934 532,38
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite de GERBEVILLER est fixée à 934 532,38 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 37,47 euros

GIR 3 et 4 : 26,88 euros

GIR 5 et 6 : 16,28 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GERBEVILLER.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 880 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" de Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Beau Site" – 1 Chemin d'Ormes – 54740 HAROUÉ

N° FINESS : 54 0003209

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 187,96	653 316,76
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	579 565,25	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	36 563,55	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	653 316,76	653 316,76
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ est fixée à 653 316,76 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,25 euros

GIR 3 et 4 : 20,10 euros

GIR 5 et 6 : 13,96 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 881 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Lilas" – 65 rue Emile Zola – 54800 JARNY

N° FINESS : 54 0000775

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14 780,55	488 132,14
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	457 376,41	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 975,18	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	488 132,14	488 132,14
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY est fixée à 488 132,14 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,97 euros

GIR 3 et 4 : 18,28 euros

GIR 5 et 6 : 12,82 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de

NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 882 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de Jarville-La-Malgrange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Haut du Bois" – 23 Avenue du Général de Gaulle – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE - N° FINESS : 54 0012838 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 346,53	322 927,69
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	282 304,32	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 276,84	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	279 135,21	322 927,69
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	3 792,48	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	40 000,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 40 000,00 euros (excédent)

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE-MALGRANGE est fixée à 279 135,21 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,44 euros

GIR 3 et 4 : 14,50 euros

GIR 5 et 6 : 7,57 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE-LA-MALGRANGE.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 883 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de Joudreville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Bruyères" – rue de la Piscine – 54490 JOUDREVILLE N° FINESS : 54 0019585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	19 052,80	456 452,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	423 594,28	

	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	13 805,35	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	456 452,43	456 452,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE est fixée à 456 452,43 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,51 euros

GIR 3 et 4 : 16,98 euros

GIR 5 et 6 : 11,45 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE.

Nancy, le 28 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 884 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "J. F. Fidry" de Labry

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "J. F. Fidry" – 26 rue Roland Daret – 54800 LABRY N° FINESS : 54 0002581

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 759,11	595 794,92
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	551 371,57	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 664,24	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	595 794,92	595 794,92
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "J. F. Fidry" de LABRY est fixée à 595 794,92 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,87 euros

GIR 3 et 4 : 24,69 euros

GIR 5 et 6 : 16,51 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "J. F. Fidry" de LABRY.

Nancy, le 28 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 885 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "L'Oseraie" – 27 rue de Maréville – 54520 LAXOU
N° FINESS : 54 0014008
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 916,44	354 254,81
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	329 540,57	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 208,45	
	Déficit reporté	3 589,35	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	334 254,81	354 254,81
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	20 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 3 589,35 euros (déficit)

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est fixée à 334 254,81 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,80 euros

GIR 3 et 4 : 21,87 euros

GIR 5 et 6 : 14,93 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 886 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "La Roseraie" – 29 rue Louis Quinquet – 54260 LONGUYON - N° FINESS : 54 0000791
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 212,64	565 221,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	508 730,91	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	34 277,64	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	562 732,19	565 221,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	2 489,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 2 489,00 euros (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON est fixée à 562 732,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,60 euros

GIR 3 et 4 : 18,88 euros

GIR 5 et 6 : 13,15 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 887 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de "Saint Louis" de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "Saint Louis" – 2 rue Saint Louis – 54400 LONGWY
N° FINESS : 54 0002607
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 183,04	642 554,13
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	579 235,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	41 135,50	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	628 055,86	642 554,13
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	14 498,27	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 14 498,27 euros (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY est fixée à 628 055,86 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,18 euros

GIR 3 et 4 : 17,33 euros

GIR 5 et 6 : 11,48 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 888 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "Sainte Thérèse" – 50 rue de la Gare – 54710 LUDRES

N° FINESS : 54 0003142
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 677,66	1 229 284,78
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 150 169,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	49 472,00	
	Déficit reporté	965,27	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 229 284,78	1 229 284,78
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 965,27 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est fixée à 1 229 284,78 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,20 euros

GIR 3 et 4 : 24,48 euros

GIR 5 et 6 : 15,77 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 889 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de Mars-la-Tour

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :
Maison de retraite "Saint Dominique" – 70 rue de Metz – 54800 MARS-LA-TOUR

N° FINESS : 54 0002615

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 856,58	590 384,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	538 225,42	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	28 302,19	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	590 384,19	590 384,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR est fixée à 590 384,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 35,63 euros

GIR 3 et 4 : 26,15 euros

GIR 5 et 6 : 16,67 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 890 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame du Bon Repos" de Maxéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" – 34 rue du Général Leclerc – 54320 MAXEVILLE

N° FINESS : 54 0003167

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	35 843,78	1 529 921,32
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 258 358,17	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	189 913,60	
	Déficit reporté	45 805,77	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 529 921,32	1 529 921,32
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 45 805,77 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE est fixée à 1 529 921,32 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 40,48 euros

GIR 3 et 4 : 32,66 euros

GIR 5 et 6 : 24,84 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE.

Nancy, le 28 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 891 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Ma Maison" – 119 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY
N° FINESS : 54 0008208

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 473,44	354 213,81
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	323 191,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	14 548,94	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	321 934,36	354 213,81
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	32 279,45	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 32 279,45 euros (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY est fixée à 321 934,36 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 18,37 euros

GIR 3 et 4 : 13,63 euros

GIR 5 et 6 : 8,90 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 892 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Simon Bénichou" – 53 rue du Général Hoche – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 0002656

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 845,44	533 928,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	496 926,17	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 647,39	
	Déficit reporté	5 509,19	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	503 928,19	533 928,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	30 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 5 509,19 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY est fixée à 503 928,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,37 euros

GIR 3 et 4 : 18,77 euros

GIR 5 et 6 : 13,16 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard

des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 893 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" – 113 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 0003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 859,81	735 656,70
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	642 550,50	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 795,89	
	Déficit reporté	46 450,50	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	735 656,70	735 656,70
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 46 450,50 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY est fixée à 735 656,70 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,68 euros

GIR 3 et 4 : 19,16 euros

GIR 5 et 6 : 12,94 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 894 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" – 14 rue du Chanoine Jacob – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0003118

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	34 994,00	961 355,52
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	802 106,10	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	33 048,03	
	Déficit reporté	91 207,39	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	961 355,52	961 355,52
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 91 207,39 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY est fixée à 961 355,52 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,88 euros

GIR 3 et 4 : 20,20 euros

GIR 5 et 6 : 14,53 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 895 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Sauveur" – 35 rue Victor Prouvé – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0008372

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 198,99	544 138,29
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	502 407,64	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 531,66	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	535 725,04	544 138,29
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	8 413,25	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 8 413,25 euros (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY est fixée à 535 725,04 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,09 euros

GIR 3 et 4 : 20,07 euros

GIR 5 et 6 : 14,05 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 896 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de

retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Maison" – 52 rue des Jardiniers – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0004520

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 640,00	1 005 853,59
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	937 433,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	39 780,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	995 539,72	1 005 853,59
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	500,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	9 813,87	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 9 813,87 euros (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY est fixée à 995 539,72 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,55 euros

GIR 3 et 4 : 19,56 euros

GIR 5 et 6 : 13,57 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 897 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de Onville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de

retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Iris" – 8 Grande Rue – 54890 ONVILLE

N° FINESS : 54 0004579

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 171,36	463 383,76
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	431 275,45	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	13 936,95	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	463 383,76	463 383,76
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE est fixée à 463 383,76 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,40 euros

GIR 3 et 4 : 16,23 euros

GIR 5 et 6 : 11,51 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 898 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint François d'Assise" – 69 Avenue du Général Leclerc – 54700 PONT-A-MOUSSON

N° FINESS : 54 0002623

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 784,83	740 344,71
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	670 278,32	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	36 579,97	
	Déficit reporté	3 701,59	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	736 344,71	740 344,71
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 3 701,59 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 736 344,71 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 19,44 euros

GIR 3 et 4 : 18,04 euros

GIR 5 et 6 : 10,06 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 899 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de Pulnoy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Sablons" – 34 rue de Saulxures – 54425 PULNOY

N° FINESS : 54 0004512

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 126,32	788 343,31
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	693 101,74	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 173,26	
	Déficit reporté	46 941,99	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	788 343,31	788 343,31
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 46 941,99 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY est fixée à 788 343,31 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,45 euros

GIR 3 et 4 : 24,37 euros

GIR 5 et 6 : 17,76 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 900 du 28 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royaumeix

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Centre Brancion" – 11 rue Carnot – 54200 ROYAUMEIX

N° FINESS : 54 0018983

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 010,76	706 944,41
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	612 620,04	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	44 195,25	
	Déficit reporté	32 118,36	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	706 944,41	706 944,41
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 32 118,36 euros (déficit).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX est fixée à 706 944,41 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 38,43 euros
GIR 3 et 4 : 31,13 euros
GIR 5 et 6 : 23,83 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX.

Nancy, le 28 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 901 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Compassion" – 5 rue de la Barre – 54930 SAINT-FIRMIN

N° FINESS : 54 0008539

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 924,38	490 943,55
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	459 320,15	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 699,02	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	490 943,55	490 943,55
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN est fixée à 490 943,55 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,47 euros
GIR 3 et 4 : 20,57 euros
GIR 5 et 6 : 14,67 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 902 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome Résidence "Le Clos Pré" de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Résidence "Le Clos Pré" – 14 rue du Clos Pré– 54130 SAINT-MAX

N° FINESS : 54 0019577

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 533,36	319 344,12
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	296 347,40	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 463,36	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	319 344,12	319 344,12
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite Résidence Le Clos Pré de SAINT-MAX est fixée à 319 344,12 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,74 euros
GIR 3 et 4 : 19,42 euros
GIR 5 et 6 : 13,11 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Résidence "Le Clos Pré" de SAINT-MAX.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 903 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte Sophie" de Thiaucourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Sophie" – 2 rue Henri Poulet – 54470 THIAUCOURT

N° FINESS : 54 0002631

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 292,48	822 808,29
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	754 523,33	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	45 992,48	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	809 399,74	822 808,29
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	8 200,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	5 208,55	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 5 208,55 euros (excédent).

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT est fixée à 809 399,74 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,80 euros
GIR 3 et 4 : 23,50 euros
GIR 5 et 6 : 16,20 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 904 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Sainte Famille" – 17 rue du Bois le Duc – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0003126

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14 780,24	547 833,62
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	516 040,14	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 013,24	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	547 833,62	547 833,62
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 547 833,62 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,61 euros

GIR 3 et 4 : 18,65 euros

GIR 5 et 6 : 10,70 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 905 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Charles" de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE

N° FINESS : 54 0002342

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	34 987,20	608 746,79
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	551 679,09	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 080,50	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	598 746,79	608 746,79
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	10 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE est fixée à 598 746,79 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,53 euros

GIR 3 et 4 : 20,71 euros

GIR 5 et 6 : 13,90 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 906 du 26 août 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Verrière" de Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Verrière" – 6 rue Albert 1^{er} – 54600 VILLERS-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0018975

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14 368,24	410 352,71
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	381 200,69	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	14 783,78	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	410 352,71	410 352,71
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY est fixée à 410 352,71 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,40 euros

GIR 3 et 4 : 19,08 euros

GIR 5 et 6 : 12,77 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY

CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY.

Nancy, le 26 août 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
Service association foncière

Extrait de l'arrêté 2008/AF/207 du 22 juillet 2008 portant dissolution de l'association foncière de Dommartin-lès-Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que l'association foncière de Dommartin-lès-Toul n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'association foncière de Dommartin-lès-Toul est dissoute.

Art. 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de Dommartin-lès-Toul est transféré à la commune de Dommartin-lès-Toul qui en assurera l'entretien.

Art. 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de Dommartin-lès-Toul sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de Dommartin-lès-Toul.

Art. 4 : Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de Dommartin-lès-Toul et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 22 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/229 du 22 juillet 2008 portant institution d'une association foncière dans la commune de Lay-Saint-Christophe prescrivant à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle et au conseil municipal de la commune de Lay-Saint-Christophe de désigner les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de remembrement, membres du bureau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le fait que la commune n'a pas voulu prendre en charge la réalisation de l'ensemble des travaux, il convient d'instituer une association foncière qui sera chargée de la réalisation, de l'entretien et de la gestion de ces travaux ou ouvrage ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Une association foncière de remembrement, comprenant tous les propriétaires inclus dans le périmètre du remembrement, est instituée dans la commune de Lay-Saint-Christophe.

Art. 2 : L'association est nommée « association foncière de remembrement de Lay-Saint-Christophe ».

Son siège est fixé en mairie de Lay-Saint-Christophe.

Art. 3 : Le bureau chargé d'administrer l'association comprend :

a) Le maire de la commune de Lay-Saint-Christophe ou un conseiller municipal désigné par lui,

b) Un conseiller général,

c) Parmi les propriétaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté :

- quatre propriétaires désignés pour six ans par la chambre d'agriculture et

- quatre propriétaires désignés pour six ans par le conseil municipal

Art. 4 : Dès sa constitution, le bureau se réunira à l'initiative du maire et élira en son sein le président parmi ceux de ses membres prévus aux a) et c) de l'article 3 ci-dessus.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de Lay-Saint-Christophe et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/230 du 21 juillet 2008 portant institution d'une association foncière dans la commune de Barisey-la-Côte prescrivant à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle et au conseil municipal de la commune de Barisey-la-Côte de désigner les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de remembrement, membres du bureau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le fait que la commune n'a pas voulu prendre en charge la réalisation de l'ensemble des travaux, il convient d'instituer une association foncière qui sera chargée de la réalisation, de l'entretien et de la gestion de ces travaux ou ouvrage ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Une association foncière de remembrement, comprenant tous les propriétaires inclus dans le périmètre du remembrement, est instituée dans la commune de Barisey-la-Côte.

Art. 2 : L'association est nommée « association foncière de remembrement de Barisey-la-Côte ».

Son siège est fixé en mairie de Barisey-la-Côte.

Art. 3 : Le bureau chargé d'administrer l'association comprend :

a) Le maire de la commune de Barisey-la-Côte ou un conseiller municipal désigné par lui,

b) Un conseiller général,

c) Parmi les propriétaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté :

- quatre propriétaires désignés pour six ans par la chambre d'agriculture et

- quatre propriétaires désignés pour six ans par le conseil municipal

Art. 4 : Dès sa constitution, le bureau se réunira à l'initiative du maire et élira en son sein le président parmi ceux de ses membres prévus aux a) et c) de l'article 3 ci-dessus.

Art. 5 : Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de Barisey-la-Côte et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 21 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/231 du 21 juillet 2008 portant institution d'une association foncière dans la commune de Vannes-le-Chatel prescrivant à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle et au conseil municipal de la commune de Vannes-le-Chatel de désigner les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de remembrement, membres du bureau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le fait que la commune n'a pas voulu prendre en charge la réalisation de l'ensemble des travaux, il convient d'instituer une association foncière qui sera chargée de la réalisation, de l'entretien et de la gestion de ces travaux ou ouvrage ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Une association foncière de remembrement, comprenant tous les propriétaires inclus dans le périmètre du remembrement, est instituée dans la commune de Vannes-le-Chatel.

Art. 2 : L'association est nommée « association foncière de remembrement de Vannes-le-Chatel -2 ».

Son siège est fixé en mairie de Vannes-le-Chatel.

Art. 3 : Le bureau chargé d'administrer l'association comprend :

a) Le maire de la commune de Vannes-le-Chatel ou un conseiller municipal désigné par lui,

b) Un conseiller général,

c) Parmi les propriétaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté :

- quatre propriétaires désignés pour six ans par la chambre d'agriculture et

- quatre propriétaires désignés pour six ans par le conseil municipal

Art. 4 : Dès sa constitution, le bureau se réunira à l'initiative du maire et élira en son sein le président parmi ceux de ses membres prévus aux a) et c) de l'article 3 ci-dessus.

Art. 5 : Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de Vannes-le-Chatel et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 21 juillet 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté du 26 août 2008 autorisant le système d'assainissement de la commune de Lexy au titre des articles L.214-1 à L.214-4 du code de l'environnement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les dispositions des décrets n°93-742 et 93-743 dans leur rédaction antérieure à la publication du décret du 17 juillet 2006 demeurent applicables aux demandes d'autorisation ou aux déclarations qui ont été reçues par le préfet avant le 1^{er} octobre 2006, le système d'assainissement de Lexy étant soumis à la procédure d'autorisation ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas émis d'observations dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Objet de l'autorisation

Le système d'assainissement de la commune de Lexy, est autorisé au titre des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement.

La commune de Lexy, représentée par Monsieur le Maire, est autorisée en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter le système d'assainissement de la commune de Lexy.

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques de l'ancienne nomenclature du décret n°93-743	Intitulé	Régime
5.1.0.	Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur ou égal à 120 kg de DBO5	A
5.2.0.	Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur ou égal à 120 kg de DBO5	A
Rubrique de la nomenclature annexe à l'article R.214-1 du code de l'environnement	Intitulé	Régime
2.1.1.0.	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	D
2.1.1.0.	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5.	D

Art. 2 : Situation et nature des travaux

Ces travaux se dérouleront sur la commune de LEXY, conformément aux dispositions du dossier présenté à l'appui de la demande d'autorisation,

Les références de ce dossier sont les suivantes :

- 1 dossier de demande d'autorisation – bureau d'études AC Ingenierie : « Mise en conformité du système d'assainissement – demande d'autorisation » - janvier 2006.

- un complément d'information de 13 pages de janvier 2007

- un complément d'information d'avril 2007

- 2 plans :

* « construction de la station d'épuration – projet – implantation sur la partie basse » - septembre 2006 - n° étude EU06-06, plan R01

* « plan du réseau actuel » - lot VRD, plan n°: VRD 01 du 18 décembre 2006.

Les travaux consisteront notamment en :

- La construction d'une station d'épuration ayant les caractéristiques suivantes :

* site: sur le ban communal de LEXY, parcelle ZC n°41.

* capacité nominale : 240 kg de DBO5/j soit 4000 Eh (équivalent-habitant)

* filière de traitement : boues activées en aération prolongée

* lieu de rejet : La CHIERS

- La réhabilitation du site de l'ancienne station d'épuration de Lexy,

- La création d'un bassin de pollution en entrée de station,

- La réalisation d'un déversoir d'orage en tête de station, et la suppression de deux DO en tête de l'ancienne station de traitement,

- L'acheminement des eaux usées vers un nouveau site de traitement,

- L'élimination des eaux claires parasites,

- La résorption des problèmes d'insuffisance hydraulique,

- La desserte des zones actuellement non raccordées.

Art. 3 : Système de collecte

3.1 : Généralités

3.1.1 Type de système de collecte

Le système de collecte relié à la nouvelle station d'épuration desservira la commune de LEXY.

Le système de collecte communal est principalement de type unitaire. Il est de type séparatif dans les extensions rue des Vosges, rue du Cochet, rue de la carrière, route de Longwy .

Le système de collecte comprendra 3 postes de relèvement ou de refoulement qui permettront d'acheminer les effluents jusqu'à la station d'épuration.

3.1.2 Indicateurs de performance

Le taux de dilution inférieur ou égal à 100% (en période humide ou de nappe haute).

3.1.3 Effluents non domestiques

Raccordement d'eaux usées non domestiques

Les demandes d'autorisations de déversement d'effluents non domestiques dans le réseau de collecte sont instruites conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

L'autorisation de déversement définit les paramètres à mesurer, la fréquence des mesures à réaliser et, si les déversements ont une incidence sur les paramètres DBO5, DCO, MES, NGL, PT, pH, NH4+, le flux et les concentrations maximales et moyennes annuelles à respecter pour ces paramètres. Les résultats de ces mesures sont régulièrement transmis au gestionnaire du système de collecte et au gestionnaire de la station d'épuration qui les annexent aux documents mentionnés à l'article 3.3 « auto surveillance ».

Le pétitionnaire réalisera ces autorisations de déversement pour les entreprises raccordées au réseau et rejetant des effluents non domestiques. Ces conventions devront respecter l'article 6 de l'arrêté du 22 juin 2007 et seront réalisées avant le 31 décembre 2009. Elles seront transmises au service police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

Ces effluents ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites ;
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

Pour tout raccordement de ce type, une étude spécifique devra être réalisée ; cette étude devra démontrer l'innocuité des effluents rejetés au réseau sur les boues produites par le système de traitement et sur le rejet de ce dernier.

Cette étude sera transmise pour validation à l'Agence de l'Eau, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meurthe-et-Moselle, à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Meurthe-et-Moselle et au service chargé de la Police de l'Eau.

3.2 : Conception :

Les systèmes de collecte doivent être conçus, dimensionnés, réalisés, entretenus et réhabilités conformément aux règles de l'art et de manière à :

- desservir l'ensemble des immeubles raccordables inclus dans le périmètre d'agglomération d'assainissement au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales ;
- éviter tout rejet direct ou déversement en temps sec de pollution non traitée ;
- éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites risquant d'occasionner un dysfonctionnement des ouvrages ;
- acheminer à la station d'épuration tous les flux polluants collectés, dans la limite au minimum du débit de référence.

Les points de déstase du réseau et notamment les déversoirs d'orage des systèmes de collecte unitaires sont conçus et dimensionnés de façon à éviter tout déversement pour des débits inférieurs au débit de référence et tout rejet d'objet flottant en cas de déversement dans les conditions habituelles de fonctionnement. Ils doivent être aménagés pour éviter les érosions au point de déversement et limiter la pollution des eaux réceptrices.

Les réseaux de collecte des eaux pluviales ne doivent pas être raccordés au système de collecte des eaux usées domestiques.

Les bassins de rétention d'eaux pluviales ne seront pas raccordés au réseau unitaire collectant des eaux usées.

Les bassins d'orage éventuels, exception faite des bassins assurant également le rôle d'infiltration, doivent être étanches. Ils doivent être conçus de façon à faciliter leur nettoyage et la prévention des odeurs lors des vidanges. Celles-ci doivent être réalisables en 24 heures maximum.

3.3 : Contrôle de la qualité des ouvrages de collecte

Le réseau de collecte devra faire l'objet d'une procédure de réception après réalisation ou réhabilitation sur la base d'essais réalisés par un prestataire qualifié et indépendant de l'entreprise chargée des travaux, avant leur mise en fonctionnement. Cette réception portera notamment sur le contrôle de l'étanchéité, du compactage, d'une inspection vidéo, l'état des raccordements, la qualité des matériaux et le dossier de récolement. Le procès verbal de cette réception sera adressé par le maître d'ouvrage, au service chargé de la Police de l'Eau et à l'Agence de l'Eau.

Le pétitionnaire vérifie la qualité des branchements particuliers et réalise chaque année un bilan du taux de raccordement, du taux de collecte et du taux de dilution.

Le pétitionnaire réalise le suivi du réseau de canalisations et tient à jour le plan de son réseau et de ses branchements.

3.4 : Déversoirs d'orage

Le système de collecte sera doté de 3 déversoirs d'orages ayant les caractéristiques définies dans le dossier déposé par le pétitionnaire et rappelées ci-dessous.

Les déversoirs seront dimensionnés en fonction de l'incidence sur le milieu et du débit nominal du système de traitement.

Aucun déversement dans le milieu naturel n'aura lieu par temps sec.

Si des modifications interviennent dans le cadre de la réalisation des travaux, le service chargé de la police de l'eau devra en être informé. Une liste actualisée, ainsi qu'un plan du réseau d'assainissement de l'agglomération, devront lui être fournis.

Ouvrage	Localisation du déversoir	Ouvrages associés (bassin de pollution, pompe de relevage)	Equipements du déversoir (télésurveillance, préleveur, etc.)	Milieu récepteur	Flux nominal DBO ₅ (kg/j)(1)	Régime (A/D)
D0 1	Au droit de l'ancienne STEP	Bassin d'orage 1500 m3		La Chiers	240	Déclaration (anciennement Autorisation)
D0 2	Rue du Calvaire			La Chiers via fossé		
D0 3	Collecteur n°2			La Chiers via fossé		

(1) sur le bassin versant amont D.O.

Sur les déversoirs d'orage situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec comprise entre 120 et 600 kg de DBO₅ par jour, le pétitionnaire estime les périodes de déversement et les débits rejetés. Les déversoirs concernés seront équipés avant la mise en eau de la station.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent pour le déversoir d'orage ou le by-pass situé en amont immédiat de la station.

3.5 : Bassins de pollution

Un bassin de pollution d'un volume de 1500 m³ sera construit sur le site de la station.

Les caractéristiques des bassins de pollution (débits de fuite temps sec et temps de pluie, pluie de référence choisie pour son dimensionnement) seront transmises au service police de l'eau avant le 31 décembre 2008.

Les bassins d'orage réalisés dans l'enceinte de la station doivent être étanches et conçus de façon à faciliter leur nettoyage et la prévention des odeurs lors des vidanges. Celles-ci doivent être réalisables en 24 heures maximum.

3.6 : Poste de relevage ou de refoulement

N°	Localisation	Type
1	Route de Longwy RD 171	Refoulement eaux usées (séparatif) de la carrière, de la rue de Longwy et de la route de Longwy depuis l'entrée du bourg
2	Rue du Cochet	Refoulement eaux usées (séparatif) de la rue du Cochet
3	Rue Joffre	Refoulement eaux usées (séparatif) de la rue des Vosges

Art. 4 : Système traitement

Les stations d'épuration et leur capacité de traitement mentionnée à l'article R.214-6.III c) du code de l'environnement, sont dimensionnées de façon à traiter le débit de référence, la charge brute de pollution organique, ainsi que les flux de pollution dus aux autres paramètres de pollution mentionnés aux annexes I et II ou fixés par le préfet, produits par l'agglomération d'assainissement, en tenant compte de ses perspectives de développement.

L'ensemble des installations de la station d'épuration doit être délimité par une clôture et leur accès interdit à toute personne non autorisée.

4.1 : Filière de traitement

Les effluents collectés seront traités dans des ouvrages dimensionnés pour traiter les débits suivants :

	Débit en m ³ /j	Capacité en kg/j de DBO ₅	Capacité en EH ⁽¹⁾
Débit de référence	2 080	-	-
Débit moyen temps sec	880	240	4 000
Débit moyen temps pluie	1 600	360	-

sur la base réglementaire de 60 g/EH/j de DBO₅

Les effluents seront traités selon la filière ci-après :

- un poste de prétraitement comprenant :

* un dégrilleur fin,

* un dessableur-dégraisseur,

- un traitement biologique :

* une zone de contact,

* un bassin d'aération,

* un traitement physico-chimique du phosphore,

* un clarificateur,

* un poste de recirculation,

- un comptage,

- une unité de traitement des boues.

4.2 : Rejets

Les dispositifs de rejets en rivière des effluents traités ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux, ces rejets doivent être effectués dans le lit mineur du cours d'eau.

Toutes les dispositions doivent être prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, assurer le curage des dépôts et limiter leur formation.

Le dispositif de rejet doit être aménagé de manière à réduire au maximum les effets des déversements sur le milieu récepteur.

Les effluents rejetés devront respecter les caractéristiques ci-après :

- température inférieure à 25 °C

- pH compris entre 6 et 8,5

- la couleur des effluents ne doit pas provoquer de coloration visible du milieu récepteur

Paramètres	Concentration maximale (échantillon moyen 24 heures)	Rendement sur échantillon moyen 24 heures
DBO ₅	25 mg/l	95 %
DCO	125 mg/l	90 %
MES	35 mg/l	90 %
NH4+	10 mg/l	75 %
NGL	15 mg/l	70 %
PT	2 mg/l	80 %

Les valeurs énoncées précédemment pourront être revues par le service police de l'eau si nécessaire et afin de respecter les contraintes liées au milieu récepteur.

Les concentrations et rendements sont déterminés selon les protocoles normalisés sur échantillon homogénéisé, non filtré, ni décanté.

Ces performances pourront ne pas être respectées dans les situations inhabituelles suivantes :

- précipitations inhabituelles (débit supérieur au débit de référence),

- opérations programmées de maintenance réalisées dans les conditions prévues à l'article 4, portées à la connaissance du service de la police de l'eau,

- circonstances exceptionnelles décrites dans l'arrêté du 22 juin 2007.

4.3. Autosurveillance

4.3.1. : Mise en oeuvre

Le pétitionnaire enregistre l'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de son installation de traitement et de sa fiabilité.

La station sera équipée de dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits amont et aval et de préleveurs d'échantillons automatiques réfrigérés asservis au débit pour l'eau usée à l'entrée de la station et l'eau épurée avant rejet.

L'exploitant de la station devra mettre en place un programme de surveillance des entrées et des sorties de la station d'épuration, y compris des ouvrages de dérivation (by-pass général ou interouvrages) ; les mesures de débit doivent faire l'objet d'un enregistrement en continu.

Il devra conserver au froid et à l'obscurité pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

Le nombre annuel de mesures devra être au moins égal aux valeurs du tableau ci-après :

Paramètre	Débit	MES	DBO ₅	DCO	NTK	NH4	NO2	NO3	Pt	lives (1)
Fréquence des mesures	365	12	12	12	4	4	4	4	4	4

(1) quantité et matière sèche

Tout dépassement des prescriptions définies à l'article 4-2 devra être signalé immédiatement au service chargé de la police de l'eau. Les commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées accompagneront cette information.

Le programme des mesures est adressé au début de chaque année au service chargé de la police de l'eau pour acceptation et à l'agence de l'eau.

L'exploitant doit enregistrer la consommation de réactifs et d'énergie, ainsi que la production de boues en poids de matière sèche hors réactifs.

4.3.2. Résultats et transmission

Les systèmes de collecte et les stations d'épuration doivent être exploités de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées, dans tous les modes de fonctionnement, en respectant les dispositions définies dans le présent arrêté.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment des mesures prises pour assurer le respect des dispositions de l'arrêté du 22 juin 2007 et celles du présent arrêté.

Le pétitionnaire tient un registre mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'agence de l'eau mentionnant les incidents, les pannes, les mesures prises pour y remédier et les procédures à observer par le personnel de maintenance ainsi qu'un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement.

Toutes dispositions sont prises pour que les pannes n'entraînent pas de risque pour le personnel et affectent le moins possible la qualité du traitement des eaux.

Il rédige et tient à jour un manuel décrivant de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif. Ce manuel d'autosurveillance sera transmis au service police de l'eau pour validation et à l'agence de l'eau dans les 6 mois suivants la date de mise en eau de la station.

Les résultats d'auto-surveillance sont transmis mensuellement au service chargé de la police de l'eau, et comprennent :

- résultats observés,
- dates de prélèvement et de mesures,
- pour les boues : quantités de matière sèche (hors et avec emploi de réactifs), ainsi que leur destination,
- quantité annuelle de sous-produits de curage et de décantation du réseau de collecte et ceux produits par la STEP ainsi que leur destination,
- résultats des mesures des déversements d'effluents non domestiques dans le réseau de collecte.

L'exploitant dresse un rapport annuel de synthèse du fonctionnement des systèmes de collecte et de traitement qu'il adresse aux services de la police de l'eau et de l'agence de l'eau avant le 1er mars de l'année N.

4.4 : Déchets et sous-produits :

4.4.1. Boues :

Les boues issues de l'épuration, sont valorisées conformément aux dispositions du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997, ou éliminées conformément à la réglementation en vigueur.

Les boues seront traitées par déshydratation au moyen d'une centrifugeuse, installée dans un bâtiment, pour atteindre un taux de siccité minimum de 20 %.

Le stockage de boues après déshydratation est réalisé dans des bennes.

Dans le cas où le mode d'élimination des boues est la valorisation agricole, le pétitionnaire devra déposer à cet effet un dossier de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 2.1.4.0. de la nomenclature annexe à l'article R.214-1 du code de l'environnement. La valorisation agricole nécessite 10 à 12 mois de stockage de boues et une gestion par lots. Ce dossier indiquera l'installation de stockage à mettre en place ainsi que le calendrier de réalisation.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant les quantités des boues évacuées, en distinguant celles provenant du réseau (quantité brute et évaluation de la quantité de matières sèches) et en précisant leur destination; il joint les données ainsi consignées aux rapports mentionnés l'article 4.3 « auto surveillance ».

4.4.2. Les autres déchets :

Les produits de curage, les graisses, sables et refus de dégrillage, sont traités et éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

4.5 : Réception du système de traitement

Le système de traitement devra faire l'objet d'une procédure de réception après réalisation sur la base d'essais réalisés par un prestataire qualifié et indépendant de l'entreprise chargée des travaux après leur mise en fonctionnement. Cette réception portera notamment sur la filière eau, boues et air. Le procès verbal de cette réception sera au service chargé de la police de l'eau.

Art. 5 : Prescriptions**5.1. Prescriptions générales**

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Il s'agit notamment des points suivants :

Le procès verbal de réception des réseaux de collecte sera adressé par le maître d'ouvrage au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau. Le plan du réseau d'assainissement de l'agglomération, devra être fourni au service chargé de la police de l'eau à la fin des travaux. Ce plan devra inclure notamment la zone « les Quémènes ».

Le manuel d'autosurveillance sera transmis au service police de l'eau pour validation et à l'agence de l'eau dans les 6 mois suivant la date de mise en eau de la station.

Les résultats d'auto-surveillance sont transmis mensuellement au service chargé de la police de l'eau.

Un rapport annuel de synthèse du fonctionnement des systèmes de collecte et de traitement sera adressé aux services de la police de l'eau avant le 1^{er} mars de chaque année.

5.2. Prescriptions spécifiques

La réhabilitation du site de l'ancienne station d'épuration de Lexy devra être réalisée avant le 31 décembre 2009.

Le pétitionnaire fournira au service chargé de la police de l'eau, avant le 31 septembre 2008, les modalités d'élimination des boues envisagées à court et moyen termes. Ce document prendra la forme d'un courrier.

Le pétitionnaire devra fournir, au même service, avant le 31 décembre 2008 la plan complet des réseaux existants, des secteurs non raccordés avec leur poids en EH, des travaux hydrauliques, des zones d'extension futures

Le pétitionnaire devra fournir le calendrier prévisionnel de chacun des travaux relatifs à la collecte, à la construction des déversoirs d'orage et bassin de pollution, et aux différents ouvrages de la station de traitement, avant le 31 septembre 2008.

Avant le 31 décembre 2008, le pétitionnaire complètera le tableau de l'article 3.4 concernant la charge des déversoirs d'orage et fournira les coordonnées de leur point de rejet en Lambert II étendu de chacun. Il donnera également les moyens de surveillance des déversoirs d'orage à mettre en place.

Un plan de récolement complet de l'ensemble de l'ouvrage de traitement sera transmis, au service chargé de la police de l'eau, au plus tard dans les 3 mois suivants la date de mise en eau de la station.

Les caractéristiques du bassins de pollution (débits de fuite temps sec et temps de pluie, pluie de référence choisie pour son dimensionnement) seront transmises au service police de l'eau avant le 31 décembre 2008.

Le pétitionnaire avertira les services de police de l'eau de la mise en eau de la station de traitement.

Art. 6 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)

Un suivi général du système d'assainissement est nécessaire afin de s'assurer du bon fonctionnement du réseau et de l'acheminement des effluents vers la station d'épuration. Il comprendra :

- un contrôle de l'état des ouvrages et canalisations
- un contrôle des branchements particuliers
- une surveillance des déversoirs d'orage

Art. 7 : Maintenance et entretien

Le pétitionnaire assurera à ses frais l'entretien régulier du système d'assainissement concerné par le présent arrêté.

Les obligations visées au présent article pourront être assurées par toute structure mandatée par le pétitionnaire.

Dans le cadre de travaux d'entretien ou d'amélioration du système de collecte et de la station d'épuration, une interruption ponctuelle du traitement complet ou d'une partie de la collecte pourra être autorisée dans les conditions suivantes :

- La demande sera faite, au service chargé de la police de l'eau, au moins un mois avant le début des périodes d'entretien et de réparations prévisibles des installations et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement,
- Une précision sur les caractéristiques des déversements (débits, charge), ainsi qu'une note sur les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur sera jointe ;
- L'impact du rejet sur la qualité du milieu et sa compatibilité avec les divers usages de l'eau en fonction du débit réel devra être déterminé.

Le service chargé de la police de l'eau peut, si nécessaire, dans les 15 jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à en réduire les effets ou demander le report de ces opérations si ces effets sont jugés excessifs.

Le site de la station d'épuration est maintenu en permanence en bon état de propreté.

Les ouvrages sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte par les véhicules d'entretien.

Art. 8 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Des dispositions de surveillance renforcée doivent être prises par l'exploitant, lors de circonstances particulières pendant lesquelles l'exploitant ne peut assurer la collecte ou le traitement de l'ensemble des effluents. Il en est ainsi notamment dans les circonstances exceptionnelles mentionnées à l'article 15 alinéa 3 de l'arrêté du 22 juin 2007 et en cas d'accident ou d'incident sur la station d'épuration ou sur le système de collecte.

L'exploitant doit alors estimer le flux de matières polluantes rejetées au milieu dans ces circonstances. Cette évaluation porte au minimum sur le débit, la

DCO, les MES, l'azote ammoniacal aux points de rejet, et l'impact sur le milieu récepteur et ses usages, notamment par une mesure de l'oxygène dissous.

Art. 9 : Mesures compensatoires**9.1 : Eloignement des habitations**

La distance minimum entre les installations susceptibles d'apporter des odeurs (bassins ouverts, local de traitement des boues ...) et la limite de la zone urbanisable (Plan Local d'Urbanisme) devra être de 100 m.

9.2 : Incidences sur le paysage

Le périmètre du site du système de traitement devra conserver des écrans végétaux existant ou les reconstituer. Les abords de la station seront plantés de haies dense composée d'espèces autochtones de différentes tailles adaptées aux conditions du milieu et s'intégrant dans le paysage (pas de résineux, de peupliers ou d'espèces exotiques). La surface non utilisée sera engazonnée.

9.3 : Bruit

Les mesures correctives pour réduire les nuisances sonores et olfactives seront mises en œuvre conformément aux dispositions suivantes :

Les appareillages particulièrement bruyants (pompes, surpresseurs) seront placés dans un local fermé et insonorisé.

Des mesures de bruits seront réalisées une fois la station d'épuration en service afin de vérifier l'adéquation entre émergences réelles des installations de traitement et exigences réglementaires. Ces mesures seront transmises au service chargé de la police de l'eau.

9.3 : Odeurs

Les bacs de stockage des produits seront pourvus d'une cuve de rétention dont la capacité sera supérieure à 100% du volume du bac de stockage.

Art. 10 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

Art. 11 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changera ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Art. 12 : Validité de l'autorisation

L'autorisation délivrée a une durée de validité de 10 ans.

Art. 13 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement. Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Art. 14 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Art. 15 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Par ailleurs, il pourra être procédé, une ou plusieurs fois par an, par le Service chargé de la police de l'eau, à des dates choisies par ce service ou de façon inopinée, à des prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices et à leur analyse. Le pétitionnaire supportera les frais de ces analyses et prélèvements. A cette occasion un double des échantillons sera remis à l'exploitant.

Art. 16 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 17 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, notamment au titre du code de l'urbanisme ou pour les autorisations de passage sur des propriétés privées,....

Art. 18 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement).

Dans le même délai de deux mois le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Art. 19 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Le Sous-Préfet de Briey, Le maire de la commune de Lexy (pétitionnaire), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture.

Copie sera transmise pour information :

- Au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,
- Au directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,
- A la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse,
- Au Chargé de Mission de Recyclage Agricole des Déchets.

Nancy, le 26 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles

Extrait de l'arrêté 2008/DDAF/ITEPSA/272 du 25 août 2008 portant renouvellement des membres de la commission consultative départementale chargée d'examiner les demandes d'assujettissement au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles des entrepreneurs de travaux forestiers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition de la Commission Consultative Départementale est fixée comme suit :

- M. le Préfet du département ou son représentant, Président,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles ou son représentant, assurant le secrétariat,
- M. Hubert MARTIN, Chef du Service Régional de la Formation et du Développement à la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
- M. Bernard DOYEN en qualité de titulaire, représentant la Mutualité Sociale Agricole Lorraine,
- M. François THOMAS, représentant la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Lorraine,
- M. Christophe CIOILLI en qualité de titulaire et M. Dominique VINCENT en qualité de suppléant, représentant le Syndicat des Exploitants Forestiers, Scieurs et Industriels du Bois de Meurthe-et-Moselle et de Meuse,
- M. Benoît LECOMTE en qualité de titulaire et M. Joël COIATELLI en qualité de suppléant, représentant le Syndicat Lorrain des Entrepreneurs de Travaux Forestiers,
- M. André LEROY, en qualité de titulaire et M. Pascal COLIN en qualité de suppléant, représentant la C. F. D. T.,
- M. Pierre GOURY, en qualité de titulaire et Mme Solange CLAUDEL en qualité de suppléante, représentant la C.F. T.C.,
- En qualité de personnes compétentes en matière de travaux forestiers :
 - * M. François HELLUY (Centre Régional de la Propriété Forestière de Lorraine-Alsace),
 - * M. Max MAGRUM (Directeur Territorial de l'O.N.F.) ou son représentant.

Art. 2 : La durée du mandat des membres de la Commission Consultative est fixée à trois ans.

Art. 3 : La Commission est réunie en tant que de besoin sur convocation de son Président.

Art. 4 : La Commission peut, en fonction de l'ordre du jour, se réunir en formation restreinte comprenant, outre le Président ou son représentant et le secrétaire ou son représentant, un représentant de l'Administration, un représentant de la Mutualité Sociale Agricole, un représentant des salariés et un représentant des non-salariés des professions agricoles et forestières.

Art. 5 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 août 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction départementale des services vétérinaires Service santé et protection animales

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.093 du 2 septembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Suzanna BESSON, vétérinaire à Chanteheux

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Madame Suzanna BESSON,
Docteur Vétérinaire
20, rue du Château
54300 CHANTEHEUX

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 2 septembre 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Yves LAMBERT

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.094 du 2 septembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Amélie CHAPUS, vétérinaire à Euville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Mademoiselle Amélie CHAPUS,
Docteur Vétérinaire
23 Bis, Aux Pintes de Vin
55200 EUVILLE

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 2 septembre 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Yves LAMBERT

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.096 du 11 septembre 2008 portant désignation des personnes chargées de négocier annuellement les conventions départementales fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les personnes chargées de négocier annuellement les conventions départementales fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'État sont les suivantes :

a) Deux vétérinaires titulaires du mandat sanitaire :

- au titre de l'organisation syndicale représentant les vétérinaires du département :

Titulaire : Docteur CUVILLIER Mathieu
Vétérinaire
22 avenue du 69^{ème} RI à 54270 ESSEY LES NANCY
Suppléant : Docteur RADIGUE Pierre-Emmanuel
Vétérinaire
19 Rue Sébastien Keller à 54300 LUNEVILLE

- au titre de l'ordre régional des vétérinaires :

Titulaire : Docteur THIERCY Dominique
Vétérinaire
16 av. du Général De Gaulle à 54700 PONT A MOUSSON
Suppléant : Docteur ANDRÉ Frédéric
Vétérinaire
25 rue de Verdun à 54330 VEZELISE

b) Deux représentants des éleveurs propriétaires ou détenteurs d'animaux :

- au titre de la Chambre d'Agriculture :
Titulaire : Monsieur MAGRON Michel
24 Grande Rue à 54450 ANCERVILLER
Suppléant : Monsieur JENESSON Denis
37 Grande Rue à 54210 VILLE EN VERMOIS

- au titre du Groupement de Défense Sanitaire :

Titulaire : Monsieur COLIN Dominique
33 Grande rue à 54450 BARBAS

Suppléant : Monsieur GRIFFATON Gabriel
Le Grand Étang à 54470 HAMONVILLE

Art. 2 : Chaque année, une convention fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'État est passée entre les parties susvisées. Ces conventions sont passées soit pour l'année civile, soit pour la durée d'une campagne de prophylaxie.

Art. 3 : Les personnes chargées de négocier les conventions départementales fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'État sont convoquées chaque année par le Préfet, deux mois au moins avant la date prévue pour l'entrée en vigueur des conventions. Le Directeur départemental des services vétérinaires assure le secrétariat de ces réunions.

Lorsque le Préfet n'a agréé pas les tarifs retenus par les parties à la convention, il provoque une nouvelle réunion en faisant connaître les motifs de son désaccord. Un nouveau refus d'agrément vaut constat de carence et entraîne la fixation des tarifs par arrêté préfectoral.

Les tarifs fixés par voie conventionnelle ou administrative sont publiés au bulletin des actes administratifs de la préfecture ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département et affichés dans les mairies.

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 05.DDSV.109 du 20 octobre 2005 portant désignation des personnes chargées de négocier annuellement les conventions départementales fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'État est abrogé.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés de l'exécution du présent arrêté (1) qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Malzéville, le 11 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

(1) Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de la notification soit par recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.103 du 15 septembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Adèle DIZIEN, vétérinaire à Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Mademoiselle Adèle DIZIEN,
Docteur Vétérinaire
20, rue du Maréchal Foch
54330 VEZELISE

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 15 septembre 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Yves LAMBERT

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.104 du 15 septembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Pierre GERBI, vétérinaire à Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Monsieur Pierre GERBI,
Docteur Vétérinaire
20, rue du Maréchal Foch
54330 VEZELISE

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le

présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 15 septembre 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Yves LAMBERT

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Extrait de l'arrêté n° N/23-05-08/F/054/S/023 du 23 mai 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Nancy (EURL Axéo services Nancy)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art 1^{er} – L'EURL Axéo services Nancy, sise 7 rue de Serre à Nancy, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire et cours à domicile ;
- Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et Internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile.

- Mode d'intervention : Prestataire.

Art 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'EURL Axéo services Nancy s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 23 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° N/17-06-08/F/054/S/024 du 17 juin 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Clémery (SARL Thouvenin S.A.P.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art 1^{er} – La SARL Thouvenin S.A.P., sise 4 rue de la Gelinotte à Clémery, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire.

- Mode d'intervention : Prestataire.

Art 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

La SARL Thouvenin S.A.P. s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 17 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° R/17-06-08/F/054/Q/025 du 17 juin 2008 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Nancy (EURL Organisme Lorrain de Services à la Personne (OLSP))

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art 1^{er} – L'EURL Organisme Lorrain de Services à la Personne (OLSP), sise 4 rue Piroux à Nancy, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire ;
- Cours à domicile.

- Mode d'intervention : Prestataire.

Art 2 – Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2010. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'EURL OLSP s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art 3 – L'agrément simple 1/LOR/212 délivré le 18 janvier 2005 et l'agrément qualité 2/54/LOR/212 délivré le 24 novembre 2005 sont abrogés.

Art 4 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 17 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° N/18-06-08/F/054/S/026 du 18 juin 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Ludres (Entreprise individuelle PC Steph S.A.P.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art 1^{er} – L'entreprise individuelle PC Steph S.A.P., sise 247 allée des terrasses à Ludres, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Assistance informatique et Internet à domicile.

- Mode d'intervention : Prestataire.

Art 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'entreprise individuelle PC Steph S.A.P. s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 18 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° N/27-06-08/F/054/Q/027 du 27 juin 2008 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Nancy (SARL Vivre à Dom)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art 1^{er} – La SARL Vivre à Dom, sise 62 rue des ponts à Nancy, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;
- Préparation des repas à domicile ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et au transport de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, acte de la vie courante).

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

Art 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

La SARL Vivre à Dom s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art 3 – L'agrément simple N/11-03-08/F/054/S/009 délivré le 11 mars 2008 est abrogé.

Art 4 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 27 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° N/27-06-08/F/054/S/028 du 27 juin 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Maldières (Entreprise individuelle Inforadom54)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art 1^{er} – L'entreprise individuelle Inforadom54, sise Parc Saint-Guérin bâtiment C entrée J à Maldières, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Assistance informatique et Internet à domicile.

- Mode d'intervention : Prestataire.

Art 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'entreprise individuelle Inforadom54 s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 27 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° N/30-06-08/F/054/S/029 du 30 juin 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Clayeures (Entreprise individuelle SOS PC 54)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art 1^{er} – L'entreprise individuelle SOS PC 54, sise 37 grande rue à Clayeures, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Assistance informatique et Internet à domicile.

- Mode d'intervention : Prestataire.

Art 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'entreprise individuelle SOS PC 54 s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 30 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° N/17-07-08/F/054/S/030 du 17 juillet 2008 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Nancy (SAS Home Alliance)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art 1^{er} – La SAS Home Alliance, sise 2 rue Jeanne d'Arc à Nancy, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire ou cours à domicile ;
- Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;

Assistance informatique et Internet à domicile ;
Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
Assistance administrative à domicile.

- Mode d'intervention : Prestataire.

Art 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

La SAS Home Alliance s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 17 juillet 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de la décision du 1^{er} septembre 2008 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

DECIDE

Art. 1^{er} : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les inspectrices et inspecteurs du travail dont les noms suivent :

Section d'inspection d'affectation	Titulaire
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Par intérim, les inspecteurs et inspectrices des 1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} et 5 ^{ème} sections
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY

Art. 2 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 1^{er} septembre 2008.

Art. 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 1^{er} septembre 2008

Le directeur départemental
du travail, de l'emploi
et de la formation professionnelle, par intérim,
Claude ROQUE

Extrait de la décision du 1^{er} septembre 2008 concernant l'affectation des contrôleurs du travail

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

DECIDE

Art. 1^{er} : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

Section d'inspection d'affectation	Titulaire
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULLY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Madame Valérie VIRIOT Monsieur Marc CORCHAND
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Monsieur Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Hélène BAUER Madame Sonia GUICHARD Madame Sylvie TEDESCO

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs du travail désignés ci-dessus, son remplacement est assuré par l'un ou l'autre d'entre eux.

Art. 3 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 1^{er} septembre 2008.

Art. 4 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 1^{er} septembre 2008

Le directeur départemental
du travail, de l'emploi
et de la formation professionnelle, par intérim,
Claude ROQUE

Extrait de la décision du 1^{er} septembre 2008 relative à l'organisation de l'inspection du travail dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

DECIDE

Art. 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de l'une des inspectrices ou de l'un des inspecteurs ci-dessous désignés, son remplacement est assuré par l'un(e) ou l'autre d'entre eux.

Section d'inspection d'affectation	Titulaire
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Par intérim, les inspecteurs des 1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} et 5 ^{ème} sections
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY

Art. 2 : En application des articles 6 et 7 du décret susvisé du 28 décembre 1994, les agents du corps de l'inspection du travail participent en tant que de besoins aux actions d'inspection de la législation du travail organisées par le Directeur départemental dans le département.

Art. 3 : Le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Art. 4 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 1^{er} septembre 2008.

Vandoeuvre, le 1^{er} septembre 2008

Le directeur départemental
du travail, de l'emploi
et de la formation professionnelle, par intérim,
Claude ROQUE

Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 1^{er} septembre 2008 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité

Les Inspectrices et Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième sections d'inspection du travail

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Par intérim, les inspectrices et inspecteurs des 1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} et 5 ^{ème} sections
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY

Vu les articles L4721-1 à L4721-8, L4731-1 à L4731-6, R 4731-1 à R 4731-15, L8112-5 du Code du Travail,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle

Vu les décisions du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim en date du 1^{er} septembre 2008 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail en section et organisant l'affectation des contrôleurs du travail en section

Vu les décisions du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle du 1^{er} septembre 2008 organisant respectivement l'intérim des inspecteurs en section et l'intérim des contrôleurs

Considérant qu'en application des décisions précitées, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim peut être amené à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'une inspectrice ou d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail

DECIDENT

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge et dans la limite des intérim dont il sera chargé dans les autres sections.

Art. 1^{er} : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins

- d'établir les mises en demeure prévues aux articles L4721-8 du code du travail
- de prendre toutes mesures utiles, et notamment en prescrivant l'arrêt temporaire de travaux, visant à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés,
 - * sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement,
 - * exposés à l'inhalation de fibres d'amiante,
 - * au dépassement de la valeur limite de concentration d'une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique après mise en demeure.

Section	Contrôleurs
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULLY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Hélène BAUER Madame Sonia GUICHARD Madame Sylvie TEDESCO

Art. 2 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application des articles L4731-1, L4731-2 et L4731-3, R 4731-14, L8112-5 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Art. 3 : Les délégations visées aux articles 1 et 2 sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérimis dont ils sont chargés.

Art. 4 : Les mises en demeure et les décisions d'arrêt et de reprise de travaux s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Art. 5 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 1^{er} septembre 2008.

Art. 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 1^{er} septembre 2008

L'Inspectrice du Travail,

Martine BOUBAGRA

L'Inspecteur du Travail,

Mickaël MAROT

L'Inspectrice du Travail,

Angélique ALBERTI

L'Inspectrice du Travail,

Marieke FIDRY

Direction des services fiscaux

Extrait de l'arrêté du 9 septembre 2008 relatif à la centralisation de la formalité de l'enregistrement et de certaines déclarations

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les actes soumis à l'enregistrement et les déclarations déposées pour la liquidation des droits d'enregistrement, en application du titre IV, et de l'article 244 bis A du titre 1^{er}, de la première partie du livre premier du code général des impôts, à l'exception des déclarations prévues en matière d'impôt de solidarité sur la fortune, doivent être présentés au service des impôts des entreprises de Nancy Sud-Est, compétent pour l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle ;

Art. 2 : La présente décision prend effet à la date du 1^{er} octobre 2008 ;

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur des services fiscaux sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jean-Michel MOUGARD

Annexe à l'arrêté du 9 septembre 2008

Service des Impôts des Entreprises compétent	Compétence territoriale
Service des impôts des entreprises de Nancy Sud-Est - Pôle enregistrement	Département

Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Carole COLIN, agent d'administration

Le soussigné Joël METTAVANT, Trésorier de Bayon-Blainville

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général COLIN Carole, Agent d'administration

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE entendant ainsi transmettre à COLIN Carole tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Carole COLIN
Agent d'administration

Signature du mandant
Joël METTAVANT
Inspecteur

Blainville-sur-l'Eau, le 4 juillet 2008

Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Xavier DAVAL, agent d'administration

Le soussigné Joël METTAVANT, Trésorier de Bayon-Blainville

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général DAVAL Xavier, Agent d'administration

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE entendant ainsi transmettre à DAVAL Xavier tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Xavier DAVAL
Agent d'administration

Signature du mandant
Joël METTAVANT
Inspecteur

Blainville-sur-l'Eau, le 4 juillet 2008

Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Sylvie KREMER, contrôleur du trésor

Le soussigné Joël METTAVANT, Trésorier de Bayon-Blainville

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme KREMER Sylvie, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Bayon-Blainville sur l'Eau, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Bayon-Blainville sur l'Eau entendant ainsi transmettre à Mme KREMER Sylvie tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Sylvie KREMER
Contrôleur

Signature du mandant
Joël METTAVANT
Inspecteur

le cas échéant,

donner délégation à Mme KREMER Sylvie pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Sylvie KREMER
Contrôleur

Signature du délégant
Joël METTAVANT
Inspecteur

Blainville-sur-l'Eau, le 4 juillet 2008

Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Francine HARROUE, agent d'administration

Le soussigné Joël METTAVANT, Trésorier de Bayon-Blainville

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général HARROUE Francine, Agent d'administration

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de

situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE entendant ainsi transmettre à Mme HARROUE Francine tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Francine HARROUE
Agent d'administration

Signature du mandant
Joël METTAVANT
Inspecteur

Blainville-sur-l'Eau, le 4 juillet 2008

Trésorerie de Bayon-Blainville – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Martine DUVAL, contrôleur du trésor

Le soussigné Joël METTAVANT, Trésorier de Bayon-Blainville

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme DUVAL Martine, Contrôleur du Trésor

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Bayon-Blainville sur l'Eau, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Bayon-Blainville sur l'Eau entendant ainsi transmettre à Mme DUVAL Martine tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Martine DUVAL
Contrôleur

Signature du mandant
Joël METTAVANT
Inspecteur

le cas échéant,

donner délégation à Mme DUVAL Martine pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Martine DUVAL
Contrôleur

Signature du délégant
Joël METTAVANT
Inspecteur

Blainville-sur-l'Eau, le 4 juillet 2008

Trésorerie de Maxéville – En date du 5 septembre 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mlle Marie-Catherine GUYOT, contrôleur principal du trésor public

Le soussigné Alain CUNY, Trésorier de MAXEVILLE (54)

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mlle Marie-Catherine GUYOT, Contrôleur principal du Trésor Public

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de MAXEVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de MAXEVILLE, entendant ainsi transmettre à Mlle Marie-Catherine GUYOT tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Marie-Catherine GUYOT
Contrôleur principal

Signature du mandant
Alain CUNY
Trésorier principal

le cas échéant,

donner délégation à Mlle Marie-Catherine GUYOT pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Marie-Catherine GUYOT
Contrôleur principal

Signature du délégant
Alain CUNY
Trésorier principal

Maxéville, le 5 septembre 2008

Délégation générale de signature du 11 septembre 2008

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, constituée comme mandataires, à compter du 1er septembre 2008, les personnes suivantes :

I – Délégations générales

M. Alain MAUCHAMP, Chef des Services du Trésor Public, assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir, la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Alain MAUCHAMP, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

M. Marc DERHAN,	Trésorier Principal, Fondé de pouvoir assistant
M. Hervé FRIDRICK,	Inspecteur principal auditeur
M. Eric PIQUE,	Inspecteur principal auditeur
M. Cyril COCHARD,	Inspecteur principal auditeur
Mme Anne Marie KLEIN,	Trésorier principal
Mme Anne-Marie FLAMANT,	Receveur-percepteur, Contrôleur de gestion
Mme Françoise TONIN,	Receveur-Percepteur, Chef de division
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur-Percepteur, Chef de division
Mme Sylvie ROMAIN,	Receveur Percepteur, Chef de division

II – Délégations spéciales

1- Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

1-1 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
-----------------------	---

M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, chef du service Dépense et chef du service CFD
--------------------	--

Mme Angélique MARTIN,	Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion
-----------------------	--

Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
------------------------	---

M. Bernard LAROSE,	Contrôleur, Service Comptabilité
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur percepteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité

1-2 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI, à :

Mme Maryse DE DONATO,	Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes
-----------------------	---

1-3 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor pour le service Dépôts et Services financiers, à :

Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
------------------------	---

1-4 Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
------------------------	---

2- Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :

M. Christian CARBILLET,	Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux
-------------------------	---

Mme Isabelle VICHARD,	Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux
-----------------------	---

M. Thierry LUSQUE,	Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers
--------------------	--

3- Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissier du Trésor

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
-----------------------	---

4- Fichier central des chèques

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

M. Michel ROUSSEAU, Receveur - Percepteur, Chef de division
Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

5- Audit

Procuration spéciale est donnée à :

M. Laurent RIGOULEAU, Inspecteur du Trésor public, pour :

- Signer les procès-verbaux des vérifications des régies d'avance et/ou de recettes, des établissements publics locaux d'enseignement, des enseignements privés et des établissements d'enseignement agricole qu'il assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur.

- Signer les procès-verbaux de remises de service des comptables publics et des régisseurs d'avance et/ou de recettes qu'il assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur.

- Signer les procès-verbaux de destruction de formules hors d'usage ou non utilisés.

- Tout acte ou opération de gestion courante liée à l'activité d'audit.

6- Fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

M. Gilles FLUCK, Inspecteur, chef du service Budget logistique
Melle France BERNIZ, Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers

M. Vincent TOLDRE, Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré et du service Dépense

Mme Dominique CRABOUILLET, Inspecteur, chargée des Affaires économiques et de la Communication

Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef du service Ressources Humaines

M. Christian CARBILLET, Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux

Mme Isabelle VICHARD, Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux

Mme Angélique MARTIN, Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL.

M. Julien PEYRISSAGUET, Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage

Mme Bénédicte OLLIER, Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage

M. Stéphane LAMBERT, Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique

Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques

Mme Claire BERTRAND, Inspecteur, Chef du service Gestion des Impôts et Amendes

Mme Sophie CHEVALIER, Inspecteur, Responsable de la Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat

M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle

M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur, gérant intérimaire du service Comptabilité

7- Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, demandes de renseignements et accusés de réception, délais de paiement et états de poursuites par voie de saisie du service Recouvrement produits divers, ainsi que états annuels des certificats reçus (DC7) à :

M. Thierry LUSQUE, Inspecteur
Melle Jacqueline BIGEREL, Contrôleur

Mme Agnès PREBAY, Contrôleur
M. Lionel POLLET, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :

M. Luc THIEBAUT, Agent d'administration principal
Mme Anne-Marie FOOS, Agent d'administration principal

Mme Martine POINSIGNON, Agent d'administration principal
Mme Marie France BIEHLER, Agent d'administration principal

8- Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :

Mme Claire BERTRAND, Chef du service
Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal

9- Fonctionnement du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à

Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de Division
M. Marc DERHAN, Trésorier Principal, Fondé de pouvoir assistant

Mme Anne Marie FLAMANT, Receveur percepteur, Chef de Division

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :

Mme Anne-Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les attestations de présence au concours du Trésor public

M. Luc SCHEFFMANN, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des « chronopost » à :

Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal
Mme Marie Christine JABOBY, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant à :

Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des

colis de titres restaurant, de procéder au mouvements des valeurs « titres restaurant », de procéder à l'approvisionnement en titres restaurant des postes non centralisateurs :

Mme Marie Christine JABOBY, Agent d'administration principal
Mme Anne Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, chef du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :

Mme Sylvie GUYOT, Agent d'administration principal
Mme Danielle CHEVALIER, Agent d'administration principal

Mme Aline CHEF, Adjoint technique du Trésor public
M. Jean OILLET, Agent d'administration

10- Fonctionnement du service Budget logistique

Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :

M. Gilles FLUCK, Inspecteur, Chef du service
Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur

Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef du

service Budget logistique, le courrier interne au service, à :

Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur
Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :

M. Fabrice JACQUINET, Agent d'administration principal
Mme Annick HALLER, Agent d'administration principal

Mme Monique GERARD, Agent d'administration principal
11- Fonctionnement du Pôle Recouvrement Animation Contentieux

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :

M. Bertrand FLOC'H, Contrôleur
12- Fonctionnement du service Dépense

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :

Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur
Mme Martine FROST, Contrôleur principal

13- Fonctionnement du service Comptabilité
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de

service Comptabilité, le courrier interne au service, à :

M. Bernard LAROSE, Contrôleur
14- Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL opérations de gestion, le courrier interne au service, à :

M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal
M. André THOUVENIN, Contrôleur principal

15- Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de

service CEPL pilotage et animation, le courrier interne au service, à :

Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal
16- Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au

fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les documents relatifs à

leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :

Mme Claude DELINCHANT, Contrôleur
M. Philippe WINTZER, Inspecteur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal
Melle Evelynne CANTENER, Contrôleur

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur
17- Fonctionnement du service Contrôle Financier Déconcentré

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CFD, le courrier interne au service, à :

M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal
18- Fonctionnement du service Redevance

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :

Mme Elisabeth BANASIAK, Contrôleur
Mme Elisabeth HELLE, Agent d'administration principal

19- Fonctionnement du service France Domaine
19-1 Arrêté portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de

Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7) ;
Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et Mme Anne-Marie KLEIN, inspecteur départemental, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

19-2 Arrêté portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

ARRETE

Art. 1^{er} : Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy ;

La présente procuration annule et remplace celle du 1^{er} juillet 2008.
Nancy, le 11 septembre 2008

Christian BRUNET,
Trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle

AUTRES SERVICES

Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy

Ordonnance du 1^{er} juillet 2008 relative au désistement de la requête présentée par le GIP « Bien vieillir en pays de Colombey et du Sud Toulinois » à Colombey-les-Belles contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 2 février 2007 fixant la tarification applicable à la maison de retraite « Les Grands Jardins » à Colombey-les-Belles

Au nom du peuple français,

Le président du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy

VU la requête enregistrée le 1^{er} mars 2007 sous le n° 07-011 NC 54 présentée par le GIP « Bien vieillir en pays de Colombey et du Sud Toulinois » à Colombey-les-Belles contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 2 février 2007 fixant la tarification applicable à la maison de retraite « Les Grands Jardins » à Colombey-les-Belles ;

VU, enregistré le 10 avril 2008, l'acte par lequel l'association requérante déclare se désister de sa requête ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

Après avoir examiné la requête, pris connaissance de l'ensemble des mémoires et pièces produits par les parties ;
Considérant qu'aux termes de l'article R.351-28 du code de l'action sociale et des familles « Le Président du tribunal peut, par ordonnance, donner acte des désistements, constater qu'il n'y a pas lieu de statuer sur un recours et rejeter les conclusions entachées d'une irrecevabilité manifeste non susceptible d'être couverte en cours d'instance. » ;

Considérant que le désistement susvisé est pur et simple ; que rien ne s'oppose à ce qu'il en soit donné acte ;

ORDONNE

Art. 1^{er} : Il est donné acte du désistement de la requête susvisée.

Art. 2 : La présente ordonnance sera notifiée aux parties.

Nancy, le 1^{er} juillet 2008

Le président,
P. VINCENT

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

***Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme***

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3203 du 11 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Fillières

Par arrêté préfectoral n° 3203 en date du 11 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement du poste cabine haute « Maurice » reprise des réseaux BT et dépose de 2 portées HTA chemin du Grand Pré sur la commune de Fillières

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6478 du 3 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Onville

Par arrêté préfectoral n° 6478 en date du 3 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation T. jaune RPA Hospitalor rue des Plantes, sur la commune d'Onville.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6554 du 3 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Landres et de Piennes

Par arrêté préfectoral n° 6554 en date du 3 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de FMI 54 – alimentation complexe sports et loisirs carreau de la mine, sur les communes de Landres et de Piennes.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6799 du 16 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Lexy

Par arrêté préfectoral n° 6799 en date du 16 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BT du lotissement « les Quémènes » sur la commune de Lexy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 10370 du 16 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 10370 en date du 16 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du centre Leclerc, bld Lobau sur la commune de Nancy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 10529 du 16 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 10529 en date du 16 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA ilot S9 angle Austrasie et 20e Corps Les 2 Rives Meurthe sur la commune de Nancy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12947 du 11 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Maxéville

Par arrêté préfectoral n° 12947 en date du 11 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement poste HTA/BT « Pont Fleuri » rue André Fluchard, sur la commune de Maxéville.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15611 du 3 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Liverdun

Par arrêté préfectoral n° 15611 en date du 3 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation élec. 116 logements « le Pré St Nicolas » route de Frouard, sur la commune de Liverdun.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20160 du 3 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Mont-Saint-Martin

Par arrêté préfectoral n° 20160 en date du 3 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension réseau HTA construction poste D.P « Pétange » et alimentation basse tension de AUCHAN D, bld de l'Europe, sur la commune de Mont-Saint-Martin.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20665 du 11 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Atton

Par arrêté préfectoral n° 20665 en date du 11 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue AD 0151 extension zone nord Atton, zone Atton, sur la commune d'Atton.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20810 du 16 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 20810 en date du 16 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du centre Leclerc bld Lobau sur la commune de Nancy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 23081 du 16 septembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 23081 en date du 16 septembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue ZAC du plateau Ville haute, poste de transformation EDF îlots 6, 7 et 8 rue Jean Monnet sur la commune de Nancy.

AUTRES SERVICES

Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

Extrait de la décision du 6 août 2008 concernant un acte réglementaire relatif à la suppression de la déclaration de ressources pour les prestations familiales

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un nouveau traitement automatisé de données à caractère personnel destiné à recueillir auprès de l'administration fiscale les données fiscales, en lieu et place des déclarations de ressources communiquées par les allocataires, nécessaires à l'ouverture, au maintien des droits et au calcul des prestations familiales.

Ce rapprochement d'informations entre la Mutualité Sociale Agricole et la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) porte sur les ressources des allocataires.

Art. 2 : Les informations concernées par ce traitement sont relatives à :

- des données d'identification (nom, prénom, date et lieu de naissance),
- numéro de sécurité sociale dont les 5 derniers chiffres sont cryptés (NIR),
- la situation familiale (marié, célibataire, pacsé, etc)
- l'adresse,
- la situation économique et financière (revenus déclarés servant à l'attribution des prestations familiales).

Art. 3 : Les destinataires de ces informations sont :

- la CCMSA,
- les CMSA,
- la DGFIP.

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Le droit d'opposition prévu par l'article 38 alinéa 1^{er} de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas au présent traitement, celui-ci ayant un caractère obligatoire.

Art. 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de cet acte réglementaire qui sera affiché dans les locaux de chacune des caisses de mutualité sociale agricole concernées et sur le site Internet de la MSA.

Bagnolet, le 6 août 2008 Le directeur général adjoint de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de la décision ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur Général, Monsieur Jean-Marie GERARD. »

Vandœuvre-lès-Nancy, le 12 août 2008 Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

Extrait de la décision 08-12 du 7 août 2008 concernant un traitement de données à caractère personnel relatif à la transmission entre MSA et DDAF de données relatives à la régularité sociale des cotisants

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Il a été créé, au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole, un traitement automatisé de données personnelles relatif à la transmission entre MSA et DDAF de données relatives à la régularité sociale des cotisants. L'objectif de ce traitement est de permettre au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, via les DDAF, d'alimenter sa Base de Données Nationale des Usagers. Ce traitement fait l'objet d'une première déclaration.

Art. 2 : Les informations concernées par ce traitement sont :

- des données relatives à l'identification des personnes (nom, prénom, date de naissance, numéro d'identification interne MSA – NIL, etc.),
- des données relatives à la situation familiale,
- des données relatives à la vie professionnelle (informations relatives à l'entreprise ou exploitation agricole),
- des données relatives à la situation économique et financière (informations relatives au paiement des cotisations).

Art. 3 : Les destinataires de ces informations sont :

- la CCMSA,
- le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (via les DDAF).

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute

personne concernée par le traitement peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Art. 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,
Christian FER

Bagnolet, le 7 août 2008 Le directeur général adjoint de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la la MSA LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. »

Vandœuvre-lès-Nancy, le 2 août 2008

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

Centre hospitalier de Verdun

Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres externe du 3 septembre 2008 pour le recrutement d'un cadre de santé

Le directeur du centre hospitalier de Verdun

DECIDE

Art. 1^{er} : Un concours sur titres EXTERNE est ouvert à partir du 15 décembre 2008 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir un poste vacant de Cadre de santé (filiale infirmier) dans l'établissement.

Art. 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière ;
 - n° 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière ;
 - n° 89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière ;
- et du diplôme de Cadre de santé ou certificat équivalent, ayant exercé dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins 5 ans en équivalence temps plein, au 1^{er} janvier 2008.

Art. 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé
- un CV établi par le candidat sur papier libre.

Art. 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1^{er} de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Art. 5 : Le concours pourra être organisé au plus tôt UN mois après la date de clôture des inscriptions, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 19 août 2002 susvisé.

Verdun, le 3 septembre 2008

Pour le directeur adjoint
chargé des ressources humaines,
L'attachée d'administration,
J. AMAR

Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres interne du 3 septembre 2008 pour le recrutement de deux cadres de santé

Le directeur du centre hospitalier de Verdun

DECIDE

Art. 1^{er} : Un concours sur titres INTERNE est ouvert à partir du 15 décembre 2008 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir deux postes vacants de Cadre de santé (filiale infirmier) dans l'établissement.

Art. 2 : Peuvent être candidats les fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière ;
 - n° 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière ;
 - n° 89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière ;
- comptant au 1^{er} janvier 2008, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, ainsi que les agents non titulaires de la Fonction Publique Hospitalière, possédant l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et le diplôme de Cadre de Santé ayant accompli au moins 5 ANS de services publics effectifs au 1^{er} janvier 2008 en qualité de personnel de la filière infirmière, de rééducation ou médico-technique.

Art. 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé

- un CV établi par le candidat sur papier libre.

Art. 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Art. 5 : Le concours pourra être organisé au plus tôt UN mois après la date de clôture des inscriptions, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 19 août 2002 susvisé.

Verdun, le 3 septembre 2008

Pour le directeur adjoint
chargé des ressources humaines,
L'attachée d'administration,
J. AMAR

Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres du 15 septembre 2008 pour le recrutement d'un analyste-programmeur

Le directeur du centre hospitalier de Verdun

D E C I D E

Art. 1^{er} : Un concours sur titres est ouvert à partir du 1^{er} octobre 2008 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir 1 poste d'analyste-programmeur.

Art. 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires d'un D.U.T. en Informatique (ou homologué au même niveau), âgées de 45 ans au plus tard au 1^{er} janvier 2008. Cette limite d'âge n'est pas opposable aux mères de 3 enfants et plus, aux veuves non remariées, aux femmes divorcées et non remariées, aux femmes séparées judiciairement et aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge.

Art. 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai d' un mois après la publication du présent avis au recueil des actes administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une photocopie de la carte nationale d'identité,
- un extrait de casier judiciaire n°3 ayant moins de 3 mois de date,
- copie du diplôme mentionné à l'article 2,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice de ces fonctions, (liste disponible à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de VERDUN)
- un curriculum vitae sur papier libre.

Art. 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Verdun, le 15 septembre 2008

Pour le directeur,
Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,
J.-P. PILLIARD

